

INPRECOR

Numéro 228 du 20 octobre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

URSS



**Manifeste du Mouvement pour
un renouveau socialiste**

COREE DU SUD

Un « miracle » fragile

Sommaire du numéro 228 du 20 octobre 1986

3	LIBAN	Vers une nouvelle offensive syrienne ; interview de Salah Jaber	Propos recueillis pour <i>International Viewpoint</i> par Gerry FOLEY
5	URSS	Manifeste du mouvement pour le renouveau socialiste	DOCUMENT
11	RDA	Le renouveau de l'opposition	DOCUMENT
14	COREE DU SUD	Un « miracle » fragile	David CAMERON
20	PEROU	La « guerre sale » d'Alan Garcia ; interview de Hugo Blanco	Propos recueillis par Frank SLEGERS
22		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE NICARAGUA : Rencontre des ouvrières agricoles. SUEDE : Congrès de la section suédoise. MEXIQUE : Forum pour le respect du suffrage. IVE INTERNATIONALE : Réunion latino-américaine.	
24	AFRIQUE DU SUD	Un important congrès syndical	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Vers une nouvelle offensive syrienne ?

LE 27 septembre, les affrontements ont repris entre les différentes milices chrétiennes. Les forces de Hobeika, lié à la Syrie, ont tenté, jusqu'à présent en vain, de reprendre le contrôle des Forces libanaises que les troupes de Geagea — pro-israélien — leur avaient ravi en janvier dernier.

« INTERNATIONAL VIEWPOINT » :
— Quel bilan peut-on tirer des tentatives syriennes de « pacification » du Liban ?

Salah JABER : — Il est préférable d'examiner la politique syrienne au Liban à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis l'invasion israélienne le 6 juin 1982.

Nous avons une première phase allant de cette période au début 1984, pendant laquelle la Syrie n'a pas d'influence directe sur le gouvernement libanais représenté par le président Amin Gemayel, elle a été remplacée par une tutelle directe des Etats-Unis, concrétisée par la présence de troupes américaines dans le cadre de la Force multinationale d'interposition créée en août 1982. Encore sous l'impact de l'invasion israélienne, le régime syrien attend de voir les développements de la situation nouvellement apparue et quelle va être l'attitude du gouvernement de Gemayel.

Cette expectative s'achève avec le tournant que constitue la conclusion en mai 1983 du traité de paix entre Israël et le Liban, considéré comme étant directement dirigé contre le gouvernement de Damas. Les Syriens donnent alors le feu vert aux forces de la bourgeoisie musulmane d'opposition pour qu'elles attaquent le gouvernement libanais et la Force multinationale.

A partir du début 1984, cette offensive lancée et appuyée par les Syriens peut être considérée comme victorieuse. La Force multinationale d'interposition est obligée de se retirer et Gemayel n'a d'autre choix que de se tourner vers Damas. Une nouvelle phase est ouverte. Le régime syrien prend de nouveau une influence directe si ce n'est hégémonique sur le gouvernement central libanais. De cette date à la fin 1985, le gouvernement syrien tente d'obtenir une sorte de compromis entre les fractions bourgeoises rivales au Liban afin de stabiliser un gouvernement pro-syrien, un Etat pro-syrien. Cette politique culmine en 1985 avec le retrait des troupes israéliennes de la majeure partie du territoire libanais occupé. Le contrôle syrien semble alors plus fort que jamais.

La première réaction du camp chrétien contre cette hégémonie syrienne,

dirigée par Geagea, est défaite : Hobeika prend officiellement le contrôle des dites Forces libanaises — les milices chrétiennes fascistes — inaugurant une nouvelle politique de coopération avec les Syriens.

A la fin 1985, les conditions paraissent réunies et le régime de Damas franchit un important pas qualitatif dans sa recherche d'un compromis visant à stabiliser un gouvernement qui lui soit favorable au Liban. En décembre 1985, un traité est conclu sous égide syrienne, entre l'ensemble des trois fractions armées rivales : les chiites d'Amal, les Druzes de Walid Joublatt et les chrétiens de Hobeika.

Mais, peu de temps après, toute l'affaire échoue à cause d'un tournant dans le camp chrétien. Geagea prend à nouveau le contrôle des Forces libanaises. Il évince Hobeika et ses troupes le 15 janvier 1986, portant ainsi un coup mortel à l'accord signé en décembre 1985 et, en même temps, à l'hégémonie syrienne sur le camp chrétien. On semble revenu à la période d'avant 1984. De nouveau, le camp chrétien cherche très clairement la protection américaine et conteste la domination syrienne, s'opposant ainsi à ceux qui lui sont favorables. Israël même intervient de nouveau directement dans la politique libanaise à travers Geagea, bien connu pour avoir des liens avec les Israéliens.

Les forces de Gemayel, y compris le parti Kataeb, qui sont pro-américaines et les milices de Geagea n'ont pas des vues totalement identiques. Certes, les différences entre eux sont secondaires mais elles pourraient devenir importantes. Récemment des affrontements entre les deux se sont produits qui pourraient se reproduire n'importe quand. Ce sont des forces rivales au sein du camp chrétien et elles ont parfois des lignes politiques qui divergent. Gemayel est très opportuniste mais représente fondamentalement les intérêts bourgeois classiques alors que Geagea, dans le contexte libanais, peut être caractérisé comme fasciste.

Pour revenir à la situation de ce début 1986, les premières réactions violentes de la Syrie se traduisent par les attentats en chaîne sous forme de

Nous publions une interview de Salah Jaber, l'un des dirigeants de la section libanaise de la IVe Internationale, parue dans *International Viewpoint*, publication en langue anglaise de l'Internationale. ■

voitures piégées dans le secteur chrétien. Mais par la suite, il semble que le gouvernement syrien ait décidé de baisser la pression. La situation régionale est alors très tendue avec les bombardements américains sur la Lybie et les avertissements croissants d'Israël à la Syrie, accompagnés de forts bruits de guerre du côté israélien. On arrive ainsi aux conversations récentes entre ministres chrétiens et musulmans du gouvernement, négociations qui ont pour but de parvenir à une sorte de trêve. Mais cet objectif, pourtant fort modeste, semble très difficile à atteindre.

— Gemayel et son gouvernement représentent-ils réellement une force aujourd'hui ?

— Le gouvernement de Gemayel représente plusieurs choses et en premier lieu l'armée. Comme gouvernement officiel du Liban, il trouve sa force dans le soutien dont l'ont assuré jusqu'à présent des sections chrétiennes de l'armée légale, dont le poids militaire est loin d'être négligeable. Cette armée, est relativement bien équipée compte tenu du fait que le gouvernement libanais et les Américains ont mis une insistance particulière sur le renforcement de cette armée depuis 1983.

Ensuite, on ne peut oublier que Gemayel demeure le président légal du Liban. A ce titre, il peut user de sa légitimité pour donner une couverture officielle à toutes les manœuvres politiques qu'elles se fassent en faveur des Américains ou des Syriens. De plus, Gemayel a sa propre milice dans une partie de la zone chrétienne qui est traditionnellement sa base. Ce sont là les trois sources de son pouvoir. Il n'a guère de soutien populaire. Il est extrêmement discrédité et a une solide réputation d'homme politique corrompu.

— Dans quelle mesure demeure-t-il une possible carte à jouer pour les Syriens ?

— Gemayel s'est rebellé contre les Syriens au moment de la préparation de l'accord de décembre 1985, non tant à cause du contenu de l'accord lui-même que parce qu'il se faisait sans lui. Les

Syriens l'avaient laissé de côté car ils traitaient directement avec Hobeika. Il a alors collaboré avec Geagea pour renverser Hobeika et, depuis lors, les relations semblent rompues entre Gemayel et les Syriens.

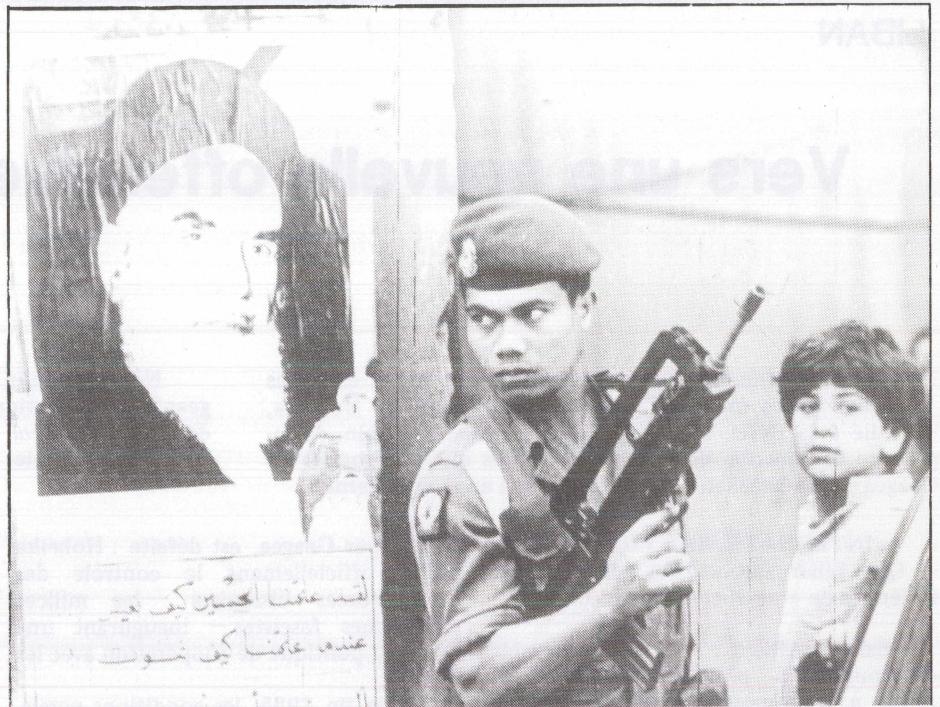
Avec la mise hors jeu d'Hobeika, les espoirs et les calculs syriens — basés sur la perspective des Forces libanaises dirigées par Hobeika — s'évanouissent. Ces forces semblent redevenues de façon irréversible anti-syriennes voire pro-israéliennes. Et Gemayel devient de nouveau aux yeux des Syriens leur seul interlocuteur possible dans le camp chrétien. Le président fait de nouvelles propositions aux Syriens, propositions qui, à leur tour, ravivent les frictions entre lui et les forces de Geagea, comme je le disais plus haut. Le régime syrien a maintenant le choix entre pousser ses propres partisans à évincer Gemayel, ce qui signifie une nouvelle étape de la guerre, ou poursuivre leur politique actuelle de coopération, même s'ils n'ont pas encore décidé d'avoir des conversations directes avec Gemayel.

Le fait que le gouvernement se réunisse avec les ministres musulmans pro-syriens et chrétiens pro-Gemayel est significatif. Ces conversations seraient inconcevables sans l'accord des Syriens. Il s'agit donc d'une période de baisse de la pression exercée par les Syriens, parce qu'une explosion leur semble trop périlleuse dans le contexte international actuel.

— Y-a-t-il eu des changements significatifs dans les rapports de force parmi les groupes musulmans dans cette période ?

— Les musulmans sunnites sont le groupe confessionnel le plus faible du Liban parce qu'ils avaient pris l'habitude de considérer le Fatah de Yasser Arafat comme leur bras armé. Or, les troupes de ce dernier ont été expulsées du Liban à la fois par les Syriens et par les Israéliens. Ceux que l'on considérait comme une organisation libanaise sunnite armée, les mourabitouns ont été écrasés par les forces pro-syriennes, non seulement à la suite d'une décision de Damas, mais aussi à cause des rivalités entre milices druzes, chiites et mourabitouns sunnites. A l'exception de Saïda, dans le Sud du pays, où l'on trouve des organisations armées nasériennes qui ont de bonnes relations avec les Syriens et le reste des forces pro-syriennes, il n'y a plus d'organisations armées sunnites importantes.

Dans le Nord, à Tripoli, les forces intégristes sunnites qui dominaient la ville ont été écrasées en 1985 par les militaires syriens alliés aux partis de gauche qui avaient été eux-mêmes éjectés de la ville en 1983 par ces mêmes sunnites intégristes. Dominant aujourd'hui, dans les milieux sunnites, les figures bourgeoises traditionnelles comme Rashid Karami. Elles sont extrêmement faibles, n'ont aucune autonomie et aucune base pour acquérir une quelconque autonomie. Du côté chiite, depuis qu'Amal a conquis en



L'ombre de Khomeiny et la mitraillette : deux symboles du Liban d'aujourd'hui. (DR)

1983-1984 son écrasante hégémonie parmi les chiites, le nouvel élément concerne le développement de l'aile intégriste khomeiniste, qui est directement liée à l'Iran. Cette tendance, les Hezbollah, a connu une croissance réelle l'an passé et ces derniers mois. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène. D'une part, la politique syrienne dont Amal était partie prenante, a échoué, et donc tout espoir dans cette direction de la part des masses est devenu impossible. D'autre part, la crise économique s'est considérablement aggravée au Liban. A cause de la situation de guerre qui dure depuis 11 ans, beaucoup de secteurs productifs sont détruits et une grande partie des biens de consommation sont désormais importés. Juste pour donner une idée de cette crise, si l'on regarde le cours du dollar américain par rapport à la livre libanaise, un dollar qui valait 4,5 livres en 1983 en vaut aujourd'hui 45 ! On peut imaginer les conséquences de cela sur le niveau de vie d'une population qui ne bénéficie pas d'échelle mobile des salaires ou d'un avantage similaire, comme il en existe en Israël, pour amortir l'impact de l'inflation. Le fossé entre la hausse des prix et les salaires s'élargit de jour en jour. Sans exagérer, c'est un désastre. Cette situation économique et sociale renforce les bases d'un développement des forces fondamentalistes, qui apparaissent plus radicales, plus à même d'exploiter le désespoir de la petite bourgeoisie, en l'absence d'une force alternative à gauche qui soit crédible.

La gauche libanaise a connu un déclin important de son influence depuis 1982. Le Parti communiste libanais (PCL) avait l'occasion de renverser ce cours en 1984 par le rôle qu'il a joué dans la résistance à l'occupation israélienne. Mais il a perdu cette occasion, car tout en ayant une place prédominante dans le mouvement de résistance, il n'a joué absolument aucun rôle autonome dans la poli-

tique intérieure. Le PCL s'est contenté de soutenir les forces musulmanes bourgeoises et les Syriens. Par ricochet, il a aussi subi la banqueroute et l'échec de cette politique. Ensuite, face à la situation sociale et économique qui est celle du Liban, il n'a pas de ligne politique en tant que parti communiste. Il n'organise pas d'action. Il ne se bat pas pour les seules solutions réelles qui ne peuvent être qu'un changement total et radical de l'économie libanaise. On ne peut continuer dans cette situation de guerre avec une économie complètement libérale. L'économie libanaise est la plus libérale du monde ! Le secret bancaire, la liberté du commerce et de l'entreprise sont sans comparaison dans le monde ! Depuis le début de la guerre, nous constatons même une accentuation de ce phénomène, car il n'y a plus d'Etat. Le Parti communiste, qui doit faire face à l'opposition des fondamentalistes, a subi les attaques — physiques mêmes, allant jusqu'aux assassinats — des Hezbollah. Au lieu de riposter de façon résolue, le Parti communiste s'est contenté d'appeler au resserrement de l'unité du front national et musulman. Cette position de retraite et même de lâcheté face aux intégristes a beaucoup contribué à la faiblesse de ce parti et de son influence. Beaucoup de ses militants se sentent frustrés par la ligne politique actuelle de la direction et son manque d'action.

— Quel est l'état de la résistance dans la zone de sécurité israélienne au Sud-Liban et quelle est l'attitude des troupes des Nations unies ?

— Les affrontements actuels entre les troupes de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) et les groupes chiites pro-iraniens dans le Sud-Liban sont liés à la politique iranienne bien plus qu'à des causes strictement locales. La décision d'attaquer les troupes

de la FINUL est venue d'Iran, coïncidant avec une déclaration des Iraniens qui rejetait la résolution des Nations unies décidant la formation de cette force d'intervention. Les Hezbollah prétendent que cette force a pour rôle de prévenir les attaques chiites contre Israël et qu'elle doit donc partir. Cette position n'a aucune chance de convaincre les masses du Sud-Liban qui considèrent que la présence des troupes de la FINUL est positive pour eux parce qu'elle est une protection contre les incursions israéliennes et leur permet de vivre relativement normalement.

La revendication correcte, qui pourrait en revanche être comprise par les masses, serait de demander l'application de la résolution 425 des Nations unies qui prévoit le déploiement des troupes à la frontière sud du Liban et non leur présence actuelle au Nord de la « zone de sécurité » contrôlée par Israël. Bien entendu, le cas des forces françaises participant à la FINUL peut être dissocié, dans la mesure où, avec ou sans casques bleus, ces forces sont avant tout l'instrument de l'impérialisme français. Il est correct d'exiger leur retrait.

— Quelle est la situation actuelle de la « guerre des camps » ?

— Le dernier épisode de la guerre des camps s'est soldé par l'intervention directe des troupes syriennes, bien que symbolique, pour la première fois depuis 1982, intervention dont le but était de mettre fin à cette guerre des camps et de garantir une stabilité générale dans Beyrouth Ouest après des mois d'affrontements et de bombardements (1). Pendant quelques semaines cette intervention syrienne a effectivement stabilisé la situation mais cela n'a pas duré très longtemps. Il faut plus que quelques centaines de soldats pour stabiliser une situation comme celle de Beyrouth Ouest, tant la confusion est grande. On ne peut oublier que même le commandement respectif des diverses milices est incapable de les contrôler totalement. Même Walid Joumblatt ne contrôle pas ses gens. Après quelques semaines tout est redevenu comme avant. En revanche, et jusqu'à maintenant, la présence des Syriens dans la zone des camps palestiniens a effectivement stoppé les combats. A ce propos, il faut souligner une différence sur cette question entre les Syriens et Amal, même si elle est mineure. Les Syriens veulent que les camps soient dominés par les Palestiniens pro-syriens alors qu'Amal, tout au moins son aile droite, entend supprimer toute présence ou existence de Palestiniens armés. Ils veulent bien des civils mais pas de forces armées. ■

Propos recueillis par Gerry FOLEY,
International Viewpoint,
29 septembre 1986.

1. Voir *Inprecor* numéro 198 du 10 juin 1985.

URSS

Manifeste du Mouvement pour un renouveau socialiste

LE manifeste que nous reproduisons ci-dessous a été publié dans le numéro du 22 juillet 1986 du quotidien britannique *The Guardian*. Dans sa présentation du document, lequel est daté de novembre 1985, le correspondant du *Guardian* à Moscou, Martin Walker, explique que des exemplaires avaient été envoyés par ses auteurs à la presse soviétique. Il n'y a eu aucune réaction officielle, ni avant sa publication à l'Ouest, ni après, à ce manifeste, intitulé par ses auteurs « aux citoyens de l'Union soviétique ».

Le texte commence par dresser un tableau assez sombre de l'état de l'économie et de la société soviétiques, avant de proposer une série de mesures de réformes économiques et politiques. Ses auteurs partent de la nécessité de renforcer en le réformant de manière radicale un système auquel ils s'identifient et qu'ils défendent contre l'Occident. Cela dit, leur manifeste appelle quelques remarques. D'abord, la qualité des informations qu'il contient (statistiques économiques, références à des mutineries dans la marine soviétique et à des défections de hauts responsables du KGB, etc.) indique que ses auteurs proviennent de l'élite soviétique. Quant aux propositions de réforme, sur le plan économique, certaines d'entre elles, par exemple sur l'autonomie des entreprises et le rôle proposé pour les entrepreneurs privés dans le secteur des services, sont très proches des orientations appliquées ou prévues par la direction Gorbatchev. D'autres n'ont pas été évoquées par la direction actuelle, du moins pas encore, mais ne sont pas du tout imprévisibles. En revanche, sur le plan politique, les appels à la démocratie et au pluralisme politique ont un contenu nettement plus explosif, qui met en question les bases mêmes du monopole du pouvoir par le parti.

D'après *The Guardian*, il « reste possible » que la communication de ce texte à la presse occidentale constitue « une provocation délibérée, fabriquée par des groupes anti-réforme en Union soviétique, qui cherchent à discréditer la stratégie réformatrice de Gorbatchev en la liant à un programme ouvertement politique qui menace le Parti communiste et son monopole du pouvoir ». Mais il faut constater que même dans cette hypothèse, qui n'est certainement pas celle retenue par Walker, les orientations économiques et politiques mises en avant correspondent à celles qui ont été exprimées dans des débats récents dans les cercles intellectuels de l'élite soviétique. Et il est plus probable que le document soit le produit authentique de responsables soviétiques qui pensent que les réformes adoptées jusqu'ici par Gorbatchev sont beaucoup trop limitées et veulent faire connaître leur programme au peuple soviétique par l'intermédiaire de la presse occidentale, afin d'élargir le débat.

De toute manière, le manifeste parle de lui-même, et les idées qu'il contient sont suffisamment intéressantes pour qu'il soit lu attentivement par tous ceux pour qui la démocratie socialiste représente le seul moyen de sortir la société soviétique de son impasse actuelle. ■

DOCUMENT

Un groupe de citoyens soviétiques ayant accès à une information objective a réalisé une étude complète sur la situation de l'économie soviétique aujourd'hui, sur ses perspectives d'ici l'an 2000, sur la situation politique intérieure aujourd'hui et à venir, et sur la situation internationale de l'URSS et la place occupée par les forces du capitalisme et du socialisme.

Les résultats de cette analyse montrent que notre pays a atteint un point au-delà duquel apparaît un retard insurmontable dans le développement économique, scientifique et technique par rapport aux pays industriellement développés ; un retournement de l'actuel équilibre militaire entre les USA et l'URSS en faveur des USA, accompagné d'une intensification de la menace militaire contre notre pays ; l'affaiblissement continu de la position internationale de l'URSS et

son déclin vers une puissance de second rang ; l'approfondissement des contradictions entre les membres des pays du bloc socialiste accompagné d'un effondrement du système socialiste mondial.

En raison de la situation exceptionnellement grave à laquelle est confronté notre pays, ce groupe a décidé de constituer le Mouvement pour un renouveau socialiste (MRS), avec comme première initiative de porter à la connaissance de la population soviétique les résultats de notre analyse et de proposer ainsi à la discussion un certain nombre de mesures politiques et économiques qui peuvent encore sortir l'Union soviétique de l'impasse et offrir à son peuple la prospérité et les libertés économiques.

Après la victoire de la Grande révolution socialiste d'Octobre, Lénine écrivit que la Russie était devant l'alternative « de périr ou de rattraper les pays avancés et les dépasser économiquement ».

Presque 70 ans se sont écoulés depuis, et pourtant selon tous les indicateurs économiques, l'Union soviétique n'a pas rattrapé, et encore moins dépassé, les pays avancés. Par exemple, le produit national brut (PNB) de l'URSS est égal à la moitié de celui des USA. En ce qui concerne la production industrielle, les taux de croissance annuels moyens ont connu depuis les années 1970 une chute brutale (21 % pour le premier plan quinquennal — 1928-1932, ndlr. —, 10 % dans les années 1950 et 1960, 5 % dans les années 1970, et 2 à 3 % dans les années 1980). Cette chute s'est produite alors que l'on pouvait constater, pour les mêmes années, une croissance industrielle « explosive » aux USA (deux à sept fois supérieure), dans les pays de la CEE (3 à 9 fois supérieure) et au Japon (23 fois supérieure). Du point de vue de son développement économique, l'Union soviétique a 10 à 15 ans de retard sur les pays capitalistes, et ce retard va croissant. L'URSS prend maintenant le chemin qui l'amènerait à rejoindre les nations sous-développées.

Lénine a dit que « le capitalisme peut et sera finalement vaincu, car le socialisme créera une productivité du travail nouvelle et d'un niveau supérieur ». En 1968, la productivité du travail dans l'industrie soviétique était égale à 55 % de celle des USA, et dans l'agriculture égale à 25 %.

Parlant de l'état économique arriéré de la Russie, Lénine prenait pour exemple la composition du commerce d'exportation russe, qui était dominé par les marchandises dites « coloniales », comme les céréales, le bois, la fourrure ou les minerais. La composition du commerce d'exportation soviétique vis-à-vis des pays ca-

pitalistes développés dans les années 1980 est telle que 85 % des revenus à l'exportation proviennent des minerais, alors que ceux provenant des machines et des biens d'équipement sont restés depuis plus de 20 ans à 2 %. Alors que le pays était exportateur de céréales et de produits manufacturés, il devient maintenant un des grands importateurs de ces produits.

La balance commerciale de l'URSS avec les pays capitalistes est déficitaire, le déficit étant couvert par des crédits occidentaux. L'Union soviétique est maintenant devenue l'une des nations les plus endettées du monde, ses dettes aux institutions financières capitalistes (environ 30 milliards de dollars US à la mi-1983) la plaçant en troisième position, après le Brésil et le Mexique. Si l'on projette dans le futur une structure équivalente du plan d'importation et d'exportation, les dettes de l'Union soviétique envers les nations capitalistes auront été multipliées par 6 d'ici l'an 2000, et d'ici l'an 2005, le pays sera obligé de dépenser 75 % de ses revenus à l'importation seulement pour rembourser ses dettes extérieures.

La science économique est l'art de gérer l'économie. Le trait caractéristique de la gestion économique soviétique aujourd'hui est la mauvaise gestion — un manque d'esprit de responsabilité des hauts fonctionnaires de l'appareil gouvernemental pour l'état de l'économie nationale, et l'absence de tout stimulant matériel pour les travailleurs des bureaux, des usines ou des campagnes, ou pour les scientifiques et l'intelligentsia technique et créative quant aux résultats de leur travail.

Le pays manque de métaux, car environ un tiers du métal est gaspillé et, dans

certain cas, cela va jusqu'à 70 à 80 %. Le pays manque de céréales, car 30 % sont perdues durant la récolte et le transport. Les pertes concernant d'autres produits agricoles, comme les pommes de terre ou les fruits, se montent à plus de 60 %. Le pays manque de bois et de papier, bien que les ressources de l'URSS en bois soient les plus importantes du monde. Et, bien que l'Union soviétique soit l'un des principaux pays producteurs de pétrole du monde, son économie souffre d'une importante insuffisance de produits pétroliers.

L'Union soviétique est la première au monde pour son attitude de gaspillage de ses réserves illimitées de minerais. Au cours des dix dernières années seulement, les exportations de gaz se sont multipliées par 30 ; des quantités énormes de pétrole brut sont exportées ; les exportations d'or se montent pour certaines années à 300 tonnes par an, et de nombreuses autres matières premières utiles, dont beaucoup représentent un intérêt stratégique, sont aussi exploitées à une grande échelle.

Le niveau de vie de la population est l'un de plus bas du monde industriellement développé, y compris en tenant compte des pays du COMECON. Aux USA, un travailleur touche en moyenne 1000 roubles par mois. Le salaire mensuel moyen d'un travailleur soviétique est de 185 roubles, c'est-à-dire cinq fois moins. Et l'écart est encore plus grand entre les deux pays en ce qui concerne les salaires des travailleurs intellectuels techniques et créatifs, les militaires et les responsables de l'appareil d'Etat.

Aux bas salaires, il faut ajouter les difficultés de la vie quotidienne. L'insuffisance chronique de produits alimentai-

Rassemblement pacifiste officiel à Minsk, capitale de la République de Biélorussie. (DR)



res de base tels que la viande, le lait et le beurre, et l'arrêt fréquent de la fourniture de ces produits comme de beaucoup d'autres, ont des effets négatifs sur la santé de la population, en particulier celle des enfants, et sont la cause d'un climat de nervosité et d'incertitude, les gens passant leur temps libre et même prenant sur leur temps de travail pour rechercher de la nourriture et faire la queue.

Comparée aux USA, l'Union soviétique produit en moyenne par tête d'habitant deux fois moins de produits alimentaires de base comme la viande, le lait, le beurre, le fromage, les œufs et le sucre. En 1968, certains produits alimentaires ont été rationnés dans un certain nombre de régions, tout comme durant les années de guerre. Cela a été une des causes de l'augmentation de la mortalité infantile.

Dans les magasins, l'interruption continue de fourniture de certains produits, les uns après les autres, dont les produits alimentaires ; la quête incessante pour les biens les plus élémentaires et les petites choses de tous les jours, contraignent la population à limiter son centre d'intérêt à cette recherche perpétuelle, ne lui laissant ni le temps ni la force physique de satisfaire ses besoins spirituels et culturels, et détruisant ainsi en elle toute dignité humaine.

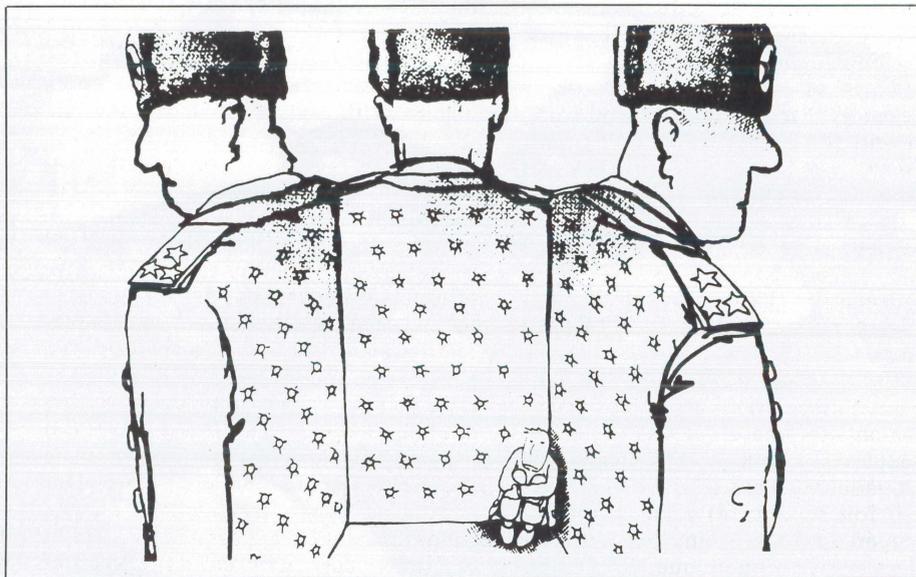
Les conditions de vie de la population rurale, en particulier de ceux qui ne vivent pas dans les fermes d'Etat et les fermes collectives, rappellent celles de la paysannerie russe au début du 20^e siècle.

Du point de vue des services publics, on ne peut même pas comparer la situation avec celle des pays capitalistes ni même avec celle des pays en voie de développement. Il y a un manque désespérant de services nécessaires à la vie quotidienne, comme les épiceries, les caisses d'épargne et les centres de santé. Les longues queues font inévitablement partie du paysage de la vie quotidienne soviétique.

Les bas salaires ont conduit à la féminisation des hommes, qui ne peuvent pas être financièrement les chefs de famille, avec toutes les conséquences négatives que cela comporte pour leur famille, l'éducation de leurs enfants et la place des hommes dans la société en général.

L'incapacité des hommes à soutenir leur famille conduit à la masculinisation des femmes. Marx a dit que le niveau d'évolution d'une société pouvait être apprécié en fonction de la position occupée par le beau sexe. Le conseil des ministres d'URSS vient juste adopter une résolution interdisant l'emploi des femmes dans les tâches pénibles. Il aura fallu 60 ans pour que cette mesure soit adoptée, et encore ne l'est-elle que sur le papier, et les femmes continuent d'être utilisées pour des travaux difficiles et monotones en usine ou pour la construction des routes, travaux que les hommes refusent de faire.

Comme il est impossible de vivre du salaire d'un homme, les femmes d'URSS sont contraintes d'abandonner leur famille et leurs enfants pour chercher du travail dans une usine ou un bureau. Mais le travail ne libère pas une femme du travail domestique et du soin du mari et des



enfants. La raison pour laquelle apparaissent tant d'enfants à problèmes et de délinquants est que souvent on ne s'occupe plus d'eux à la maison et dans la famille, qu'ils sont livrés à eux-mêmes et reçoivent leur éducation de la rue.

Dans ces conditions sociales et politiques fleurissent l'ivrognerie et l'alcoolisme, ainsi que la prostitution et les vols.

L'Union soviétique tient largement la première place mondiale pour sa consommation d'alcool fort : 11 litres de vodka sont consommés par an par habitant, y compris les enfants très jeunes, et rien qu'entre 1950 et 1984, la consommation d'alcool a quadruplé. On consomme dix à quinze fois plus de vodka en Union soviétique aujourd'hui qu'on en consommait du temps de la Russie tsariste.

Nous connaissons maintenant l'alcoolisme féminin, qui a particulièrement progressé et qui explique l'augmentation des naissances de bébés mentalement et physiquement diminués.

L'alcool imprègne profondément la vie du peuple soviétique et prend la dimension d'un désastre national, qui menace l'avenir même de notre pays et de notre peuple.

Il y a un effondrement brutal du noyau de base de la société soviétique, la famille. En 1913, il y avait 0,44 divorces pour 100 mariages ; il y en a 17,94 % en 1965 et 28,52 % en 1974. Cet effondrement représente donc une augmentation de 59 % depuis 1913.

Le milieu des années 1970 a connu une nouvelle révolution technologique dans le monde, basée sur les dernières découvertes de la science et de la technique. L'Union soviétique sous-estima la signification de ces nouveaux développements de la science mondiale pour son économie nationale et le renforcement de son potentiel militaire et, dépensant 1,5 à 2 fois moins que les pays occidentaux pour la recherche scientifique et la construction expérimentale, elle a pris progressivement du retard sur eux en science et en technologie. Il existe un retard particulièrement significatif dans des domaines aussi importants pour le progrès scientifique et technique de notre pays que la complexe

mécanisation et automatisation de la production (40 % du travail réalisé dans l'industrie est manuel) ; les méthodes cybernétiques d'administration et l'utilisation de systèmes automatisés (l'utilisation de l'automation aux USA dépasse de plus de 8 fois ce qui peut être fait dans ce domaine en URSS) ; en informatisation, y compris dans le domaine des microprocesseurs, de l'opto-électronique, de la biotechnologie et de l'énergie atomique (la puissance moyenne d'une centrale nucléaire en Union soviétique est de plus de quatre fois inférieure à la moyenne américaine) ; et dans la technologie de réduction de la consommation d'énergie.

Le retard scientifique et technologique pris par l'URSS est devenu chronique et n'est plus mis en doute ; comme si les problèmes urgents que connaît le développement économique du pays allaient pouvoir être résolus en important des technologies de pointe de l'Occident, ainsi que par la construction d'usines entières « clés en mains », qui sont payées avec nos ressources nationales illimitées en pétrole, en gaz, en minerais de fer, en minerais concentrés et autres réserves minérales vitales. L'URSS vit au jour le jour, nos dirigeants ne se soucient pas du lendemain, de l'avenir du pays et de son peuple. « Après moi le déluge » (ndt. en français dans le texte) disait Louis XV, et ses courtisans s'émerveillaient de sa sagesse. L'histoire se répète maintenant dans un autre pays et à une autre époque.

L'Union soviétique a connu une victoire historique lors de la Grande guerre patriotique, mais le peuple soviétique aurait pu arracher cette victoire avec beaucoup moins de pertes humaines et matérielles, et la route pour Berlin ne devait pas forcément partir de Moscou, Leningrad, Stalingrad et le Caucase du Nord.

La science marxiste-léniniste définit la politique comme une expression concentrée de l'économie. Un organisme économique malade affaiblit inévitablement la situation internationale d'un pays. Le camp socialiste n'est plus l'union monolithique et unie de nations fraternelles. Le rôle dirigeant de l'Union soviétique parmi les pays socialistes a été considérablement



Gorbatchev dialogue avec des travailleurs du pétrole et du gaz en Sibérie. (DR)

affaibli et son autorité est aujourd'hui au point le plus bas de son histoire.

La fraternité socialiste « éternelle et indissoluble » est en train de s'écrouler sous les yeux d'une génération. Le camp socialiste a abandonné des alliés de la veille, tels que la Chine, avec son milliard d'habitants, la Yougoslavie, l'Albanie et la Corée. La Roumanie est le « cheval de Troie » de l'Occident dans le COMECON et dans le Pacte de Varsovie.

Le Parti communiste d'Union soviétique n'est plus le dirigeant reconnu du monde communiste et du mouvement ouvrier, qui s'est maintenant dissous en des unités distinctes, nationales ou régionales, de la classe ouvrière n'ayant pas de vision commune du monde ni d'organisation commune, ni de liens entre partis.

Les régimes sociaux-politiques de Hongrie, de Pologne et de RDA restent fidèles à l'Union soviétique par la présence de troupes soviétiques sur leur territoire. Pour la première fois dans l'histoire de l'Etat soviétique, les forces armées soviétiques mènent en Afghanistan une guerre non déclarée et sans espoir, qui ne couvre de gloire ni l'Union soviétique ni ses forces armées.

La politique extérieure soviétique a connu de sérieuses déconvenues dans les anciens pays dépendants ou coloniaux. De toutes les ressources qui ont été investies en Indonésie, en Egypte, en Algérie et en Irak, l'Union soviétique n'a recueilli aucun dividende, tant politique qu'économique.

La diplomatie soviétique n'a pas pu empêcher le renforcement du bloc politico-militaire de l'OTAN et la constitution, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, de bases potentielles d'agression militaire. Pour la première fois depuis l'après-guerre, une série de gouvernements comme ceux du Japon, de Chine ou de la Répu-

blique fédérale allemande expriment ouvertement des revendications territoriales à l'égard de l'URSS.

La politique étrangère soviétique repose sur des hypothèses erronées quant à l'origine des tensions dans le monde (course aux armements), et poursuit de faux objectifs (le désarmement universel et total). La course aux armements n'est qu'une conséquence et non la cause de la tension internationale, et pour obtenir le désarmement universel et complet, il faut rechercher les moyens de liquider les centres de tension internationale, les « points chauds » de notre planète.

Sur une période de près de 70 ans, le système socio-politique existant en Union soviétique n'a pas réussi à obtenir de supériorité économique sur les pays capitalistes, aussi bien dans le domaine des sciences économiques, de la science et de la technologie ou dans celui du bien-être de sa population ; ni à garantir l'invulnérabilité de ses frontières et la sécurité de son peuple ; ni à s'assurer l'autorité internationale propre à une grande puissance.

La détérioration économique continue du pays et du niveau de vie de la population montre bien que les mesures qui ont été adoptées n'ont pas remplacé les lois du système économique existant qui interdit toute initiative, prive les membres de la société socialiste de tout intérêt matériel à leur travail, entrave le progrès scientifique et technique et encourage la poudre aux yeux, le maquignonnage, la production de produits de mauvaise qualité et dans certains cas complètement inutiles, la création de déficits artificiels, de grosses différences de prix économiquement injustifiées pour des produits essentiels, et une faible discipline dans la production, le travail et la gestion.

Le 27^e congrès du Parti va adopter une « nouvelle formulation » pour le pro-

gramme du PCUS pour la période qui va jusqu'à l'an 2000 qui, du point de vue de n'importe quel indice économique, représente un immense recul par rapport à « l'ancienne formulation ». Elle prévoit un retard permanent de l'Union soviétique derrière les pays occidentaux avancés, en production industrielle, en niveau de vie et en productivité du travail. Si l'on prend par exemple la productivité du travail soviétique jusqu'à l'an 2000, il n'est prévu d'atteindre en agriculture et dans l'industrie que 50 % de la production des USA en 1984.

La crise du système économique est intimement liée à celle du système politique qui touche des principes constitutionnels de l'Etat socialiste aussi fondamentaux que la liberté d'expression, de la presse et de rassemblement, l'immunité de la personne, le secret de la correspondance et des communications téléphoniques et la liberté d'adhérer à des organisations.

La crise politique qui s'accroît de plus en plus touche les fondations mêmes de l'Etat socialiste et pas seulement quelques aspects de son activité. Elle touche l'infrastructure du socialisme et pas seulement quelques maisons annexes ou quelques étages supérieurs. Et on aura beau faire des déclarations disant que les points faibles de la société soviétique sont dus à l'absence du nécessaire esprit d'initiative, de rigueur, de principes, de critique et d'autocritique chez « certaines personnes » ; ou à la présence « dans certains endroits et certaines organisations » de bureaucratisme, de routine administrative et de laisser-aller ; ou à l'inadaptation « dans un certain nombre de cas » du mécanisme administratif, à des méthodes économiques primitives, au gonflement de l'appareil administratif, aux « excès » de centralisation ou de décentralisation (qui

sont apparemment indépendants du fonctionnement de la société socio-politique la plus développée) ; malgré tous ces dires, personne n'est en mesure de proposer de solution réformiste pour sortir de la crise actuelle. De plus, il est déjà trop tard pour qu'une solution soit réalisable.

Avant qu'il ne soit trop tard pour le pays et le peuple soviétiques, il faut prendre des mesures de nature révolutionnaire pour reconstruire les fondations économiques de la structure socialiste et réaliser les changements dans sa superstructure qui seront nécessaires pour sortir l'Union soviétique de son impasse ; faire de l'Union soviétique un exemple pour les autres Etats du point de vue du niveau de vie de sa population, des droits civils, du développement de l'agriculture, de la science et de la technologie ; restaurer son autorité dans le monde communiste et le mouvement ouvrier et lui permettre d'occuper une place dans l'arène internationale, comme il se doit pour une grande puissance.

Le MRS a la conviction profonde qu'un certain nombre de mesures fondamentales doivent être prises dans un premier temps.

MESURES POLITIQUES

1) *Liberté de la presse.* Le scandale du Watergate en Amérique et la démission du président Nixon, les révélations du journal *Der Spiegel* en RFA et la démission du ministre des Affaires étrangères Strauss, le scandale Lockheed au Japon et la démission et le jugement de l'ancien Premier ministre Tanaka ; l'attentat à la bombe contre le Rainbow Warrior en Nouvelle-Zélande et la démission du ministre de la Défense, Hernu, tous ces exemples et bien d'autres montrent qu'une presse indépendante du gouvernement et du parti dirigeant peut jouer un rôle important dans la lutte contre la corruption et les infractions à la loi, même si ces délits mettent en cause les politiciens les plus hauts placés de l'Etat.

La création d'une presse indépendante du parti et de l'Etat encouragerait une lutte plus efficace contre les délits des individus ; elle informerait le peuple soviétique de manière détaillée et complète sur la vie de leur pays et d'ailleurs ; elle permettrait au peuple soviétique d'être mieux informé et lui permettrait d'avoir un jugement plus objectif sur les événements et sur les personnalités de l'Etat et du parti.

Dans un projet de résolution sur la liberté de la presse, Lénine a écrit : *« L'Etat ouvrier et paysan signifie par la liberté de la presse (...) la fourniture à chaque groupe d'un certain nombre de citoyens (disons 10 000) des moyens proportionnels en papier, fournitures et matériel d'imprimerie. »*

2) *L'arrêt de la répression en fonction des opinions politiques et religieuses et la garantie de la liberté d'expression.* L'appareil de répression existant actuellement ainsi que les actions qu'il entreprend conduisent à de l'hypocrisie, à de

l'étroitesse d'esprit, à des comportements sans scrupules et à de la servilité. Les citoyens soviétiques ont pris l'habitude de mener une double vie ; une vie dans leur famille et parmi leurs amis, où ils peuvent avoir leurs propres pensées, idées, rêves et opinions, et l'autre, lors des occasions officielles et au cours des rassemblements, où ils doivent se conduire comme des marionnettes programmées par l'idéologie officielle pour parler et agir « correctement » selon le stéréotype en vigueur, pour répéter les déclarations des dirigeants placés plus haut dans la hiérarchie, pour répéter leurs idées, leurs opinions sur tous les sujets de l'activité humaine allant de la politique extérieure et des questions d'idéologie jusqu'à la largeur d'une paire de pantalons ou la longueur d'une veste. Si l'on veut savoir pourquoi les gens sont « incapables » de parler sans notes dans les réunions, c'est parce que le peuple soviétique est obligé de répéter les pensées des autres.

Parfois, l'absence de liberté d'expression oblige certains à constituer des groupes illégaux ou semi-légaux de caractère politique ou religieux. Parfois, cela conduit certaines personnalités en vue du monde de la culture — des artistes, des écrivains, des scientifiques — à émigrer à l'étranger où ils sont actifs dans des cercles antisoviétiques. Dans d'autres cas, ce qui est bien plus inquiétant pour le gouvernement, cela mène à l'organisation d'attaques armées avec des objectifs politiques — comme cela s'est produit à Riga sur un des vaisseaux de guerre de la flotte de la Baltique — ou au passage à l'ennemi de responsables de haut niveau du KGB.

L'attribution de la liberté d'expression et de la presse assainirait la situation politique de notre pays, renforcerait le moral et l'unité politique du peuple soviétique et faciliterait son éducation dans l'esprit du patriotisme authentique et de l'amour du pays. Sans la liberté d'expression et de la presse, il n'y a pas vraiment de débat public. Et « *sans débat public* », disait Lénine, « *il est ridicule de parler de démocratie* ».

3) *Fournir les éléments constitutionnels permettant la formation d'organisations politiques alternatives.* Le système de parti unique en vigueur dans ce pays a été créé par Lénine comme l'expression politique de la dictature du prolétariat, dans le but de détruire l'ancien système socio-politique, de supprimer les restes des classes exploiteuses et de construire une nouvelle société socialiste. Maintenant qu'est achevée la victoire finale et complète du socialisme, la dictature du prolétariat a rempli sa mission historique, du point de vue de son développement interne, et elle n'est plus nécessaire.

Le gouvernement, qui est né comme gouvernement de la dictature du prolétariat, est devenu un gouvernement socialiste et public, dont la structure politique maintient toujours le système de parti unique comme instrument de la dictature du prolétariat et rejette le pluralisme politique.

Dans la société capitaliste, la volonté

politique de la classe dominante s'exprime à travers un mécanisme propre à l'Etat bourgeois, celui d'un parti politique (ou d'une alliance de partis) qui présente — en compétition avec d'autres partis, dont les partis communistes — le programme le plus adapté aux intérêts de cette classe à un moment précis de son développement historique. Au moment des élections, il peut faire de la propagande à la population sur la justesse de son programme, et si le parti vainqueur ne peut réaliser ses promesses une fois au pouvoir, la classe dominante soutiendra un autre parti bourgeois aux prochaines élections.

Ce système d'alternance et de compétition entre plusieurs partis politiques pour la meilleure défense des intérêts de la classe dominante et la meilleure satisfaction de ses besoins politiques et économiques, facilite l'introduction d'idées nouvelles dans le fonctionnement de l'Etat et des partis, et fournit des garanties constitutionnelles contre la paresse d'esprit, la lourdeur et le conservatisme, la bureaucratie, l'irresponsabilité, l'incontrôlabilité, l'abus de pouvoir et toutes les autres maladies chroniques que connaît naturellement un parti constamment au pouvoir.

La création en URSS de différentes organisations politiques ayant toutes pour but ultime de construire le socialisme, la compétition entre elles pour le meilleur programme d'action dans les intérêts de la classe dominante — les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia — et pour le droit de représenter leurs intérêts dans les instances juridiques et exécutives les plus hautes, l'entière responsabilité donnée au peuple et le contrôle par le peuple (au moyen de partis politiques alternatifs et de la liberté de la presse) de la mise en pratique de ce programme, tout cela représenterait un nouveau saut qualitatif dans le développement de la démocratie soviétique et dans la participation de tous les citoyens soviétiques à un authentique auto-gouvernement socialiste.

« *Tout citoyen doit pouvoir participer à la discussion des lois de l'Etat, à l'élection de ses représentants, et à la mise en pratique des lois de l'Etat* », disait Lénine.

MESURES ÉCONOMIQUES

1) *Respecter les lois économiques existant objectivement.* Selon la conception marxiste-léniniste concernant les processus économiques, il existe pour chaque formation socio-économique des lois économiques générales qui agissent objectivement et sont indépendantes du niveau de conscience ou de la volonté de la population. Ces lois économiques générales — concernant le développement des rapports de production, de distribution, d'échange et de consommation — sont aussi objectives pour toutes les méthodes de production que le sont les lois de la mathématique ou de la physique.

Les rapports de propriété — privée ou publique — des moyens de production ne modifient pas l'action de ces lois, et leur non respect conduit à des récessions

et à des crises dans le système économique, à des « dérapages » dans le mécanisme économique et, en dernière analyse, à un ralentissement de la croissance économique et au retard économique. Les exemples les plus frappants du mépris à l'égard des lois économiques en URSS et leur remplacement par des déclarations d'intention furent la liquidation de la politique léniniste du capitalisme d'Etat (la NEP, Nouvelle politique économique) et la collectivisation de l'économie rurale. Il y a quelque temps, environ 80 % des fermes collectives étaient non rentables et vivaient aux dépens de l'Etat (rien qu'en 1984, environ 50 millions de tonnes de céréales ont été importées, ce qui correspond à 25 % des besoins du pays), alors que dans le domaine des services et de la production des biens de consommation, l'URSS ne peut être comparée qu'aux plus arriérés des pays développés.

2) *Etendre les droits des entreprises sur la base d'un auto-financement complet.* Il doit y avoir une extension des droits des entreprises qui réalisent des profits allant de pair avec une décentralisation de la planification et de l'administration d'Etat et le transfert des pouvoirs des organes centraux vers les organes locaux où les biens matériels sont effectivement produits. Tout en accordant largement la possibilité d'initiative aux entreprises locales, leur responsabilité à la fois vis-à-vis des consommateurs et des entreprises voisines doit être accrue. La stimulation économique de l'activité productive des entreprises et le paiement des travailleurs et des fonctionnaires pour leur travail doivent être davantage liés à leurs résultats.

3) *Permettre le développement de l'initiative privée dans la sphère des services et de la production de biens de consommation.* Le développement de l'initiative privée au travers de la création par des citoyens individuels (ou de groupes de citoyens) de petites entreprises pour la production de biens de consommation, ainsi que dans le secteur des services publics de restaurants publics, a pour résultat, comme l'a montré la Nouvelle politique économique, des améliorations rapides et significatives, sans investissement de capital par l'Etat dans la production de produits alimentaires et de biens de première nécessité ; une réduction des dépenses de l'Etat et la création de nouveaux revenus par la taxation des commerçants privés.

Comme Lénine l'a dit en 1921 : « *Ce n'est pas quelque chose (la liberté de développement capitaliste) dont le socialisme doit avoir peur, dans la mesure où le transport et l'essentiel de l'industrie restent dans les mains du prolétariat.* »

4) *Donner le droit aux citoyens soviétiques de louer des machines agricoles et de la terre pour la culture et de rembourser l'Etat avec une partie de leurs récoltes.* Le surplus de la production agricole sera la propriété du bailleur et pourra être vendu sur le marché. Une comparaison de

la production agricole aux USA et en URSS montre que les bailleurs ont des réserves potentielles énormes : aux USA, la capacité de récolte moyenne est plus du double de celle de l'URSS. De plus, on effectue sept fois plus de travail pour récolter 100 kilos de blé en URSS qu'aux USA.

Le système de location de la terre et des machines, afin d'augmenter la capacité et la productivité et de diminuer le travail et d'intéresser personnellement le bailleur au résultat de son travail, entraînera la création de fermes hautement productives et fournira en fin de compte au pays des produits agricoles essentiels. Il ne faut pas oublier que la Russie est maintenant un importateur de céréales.

5) *Ne pas empêcher le développement de zones privées au sein des fermes collectives, de jardins ouvriers et de maisons de campagne coopératives, ou la vente aux citoyens des maisons paysannes inutilisées.* Le développement plus poussé des lopins personnels et la vente de leurs produits sur le marché peut améliorer significativement la fourniture de biens alimentaires aux villes et à la population paysanne et entraîner une réduction des prix du marché.

Aujourd'hui, les propriétés personnelles constituent 2 % de toute la terre cultivée et contiennent environ 20 % des pores appartenant à l'Etat et plus de 30 % des vaches. Ces propriétés fournissent en conséquence environ 30 % de la viande et du lait, 35 % des fruits, 40 % des œufs, 60 % des pommes de terre, et jusqu'à 70 % des légumes. Il faut souligner, de plus, que l'Etat ne fournit aucun fonds pour le développement de ces propriétés et ne rémunère pas leurs propriétaires pour leur travail, et comme il n'existe pas pour elles d'appareil administratif (comme le parti ou les comités exécutifs) prenant en charge les propriétaires de la terre, ceux-ci ne payent aucune charge administrative.

6) *Créer les conditions pour le développement du commerce privé.* Il est impossible de prendre des mesures permettant de tirer le meilleur parti de l'initiative et des intérêts du peuple et de l'Etat socialiste sans utiliser le commerce privé dirigé par une coalition économique constituée par les entreprises privées, les bailleurs de terre, les petits propriétaires de terre et les consommateurs sur le marché. Le développement du commerce privé par la création de petites entreprises de commerce est économiquement nécessaire pour le fonctionnement, selon les principes léninistes, du mécanisme économique du capitalisme d'Etat.

« *L'échange de marchandises et la liberté de commerce conduisent inévitablement à l'apparition de capitalistes et de relations capitalistes* », disait Lénine. « *Nous n'avons aucune raison de le craindre. L'Etat ouvrier a entre les mains suffisamment de ressources pour contenir ces relations dans des limites acceptables.* »

Le programme de transformation politique et économique que nous propo-

sons représente la création la plus achevée faite à partir des enseignements du marxisme-léninisme sur l'Etat, fondée sur l'expérience de la construction du socialisme en URSS et dans d'autres pays socialistes.

Dans le domaine politique, le programme dénonce toutes les violations de la Constitution de l'URSS faites par l'Etat et les organes du parti, et offre aux citoyens soviétiques un débouché pour des droits constitutionnels tels que la liberté d'expression et la presse, et la liberté d'activité politique, créatrice et religieuse ; l'indépendance de la justice et la révocabilité et l'obligation de rendre des comptes pour toutes les instances légales du pouvoir soviétique.

La nouvelle structure politique permettra la réalisation de la revendication léniniste, fondamentale pour un Etat socialiste, concernant le besoin « *de délimiter beaucoup plus précisément les fonctions du parti (et de ses services secrets), et d'augmenter la responsabilité et l'autonomie des responsables et des institutions soviétiques* ».

Le Mouvement pour un renouveau socialiste en appelle au peuple soviétique, indépendamment de son âge ou de sa nationalité, de sa position sociale ou de sa position par rapport au parti, pour qu'il lise attentivement le Programme pour un renouveau socialiste, le discute activement avec sa famille, ses amis, ses relations, ses collègues de travail et envoie par courrier aux journaux soviétiques, à la radio et à la télévision toute suggestion ou remarque.

Le Mouvement pour un renouveau socialiste exprime l'espoir que les médias soviétiques, mis au défi d'accorder à la population la liberté d'expression, rempliront leur devoir envers elle et feront tout leur possible pour informer tout le monde sur le Programme pour un renouveau socialiste. Et que les instances légales soviétiques, mises au défi de défendre et de garantir les droits constitutionnels des citoyens de l'URSS, ne reprimeront pas ces citoyens pour leurs idées politiques.

Si ce programme est publié dans la presse soviétique, les dirigeants du Mouvement pour un renouveau socialiste sont prêts à apparaître à la télévision nationale pour discuter des problèmes abordés dans leur programme. ■

Mouvement pour un renouveau socialiste,
Léningrad, 21 novembre 1985.

librairie diffusion
LA BRECHE
9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

Un nouveau souffle pour l'opposition au régime

LE document que nous publions émane d'un groupe du mouvement pacifiste indépendant en République démocratique allemande (RDA) qui a fondé « L'initiative pour la paix et les droits de l'homme ». Ce texte a été adressé, sous forme d'un appel, au 11e congrès du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) (1) qui s'est tenu à Berlin-Est du 17 au 21 avril 1986.

Ce mémoire marque un renouveau de l'opposition au régime d'Honecker, un approfondissement de son activité et de sa réflexion. En effet, fer de lance de cette opposition, le mouvement pacifiste indépendant, qui comptait au début des années 1980 environ 200 groupes et plusieurs milliers de militants pour la paix, a connu une période d'affaiblissement et de désarroi depuis 1984 (voir encart sur les articles d'*Inprecor* consacrés à ce thème).

Mais cette situation de découragement n'a guère duré. La répression qui a touché les militants pacifistes les plus engagés les a conduits à se concentrer sur la question des Droits de l'homme, mais aussi, plus largement sur la structure et le fonctionnement de la société est-allemande.

DOCUMENT

Nous avons vu dans le XIe congrès du parti l'occasion de réfléchir à la situation de notre pays. Nous espérons que le résultat de ces réflexions, que nous avons rassemblées, sera discuté dans le parti. Nous souhaitons que notre article soit publié sous une forme adéquate et soit rendu accessible aux délégués du parti.

Nous nous permettons d'envoyer en même temps cette pétition au secrétaire général du comité central du SED et au président du conseil national, Erich Honecker, au bureau politique du comité central du SED, ainsi qu'à la rédaction centrale du journal *Neues Deutschland* (organe du SED, ndlr.).

Nous vous souhaitons une discussion ouverte et objective pendant le congrès du parti.

Le XIe congrès du parti tire le bilan de cinq années d'évolution de la société en RDA. Au cours des discussions, dans les décisions, vont s'esquisser les lignes de la politique à venir dans tous les domaines (...).

Mais quel accord, quelle unité peut-il exister dans le parti s'il n'est même pas capable de débattre et de résoudre les désaccords d'une façon positive, après un débat critique ? Certes les statuts du parti font de la discussion ouverte et objective des problèmes liés à sa politique, c'est-à-dire à la politique étatique, une condition indispensable à la démocratie interne. Mais de telles discussions sont rares. Elles sont étouffées dans l'œuf, qualifiées d'opportunistes, révisionnistes, caractérisées comme des divergences dogmatiques. Il n'y a ni transparence, ni débat ouvert,

ni publications concernant ces questions. Puisque « là où est un camarade est le parti » et que « le parti a toujours raison », la ligne officielle appliquée par chaque camarade, c'est-à-dire par 1/6e des citoyens de ce pays âgés de plus de 18 ans et 1/5e de la population active seulement, doit, comme le dit le parti, se faire omniprésente (...).

QUELLE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

La politique économique du SED accorde une grande importance aux taux de croissance annuelle de la production industrielle et du revenu national. Ils mesurent les progrès de la société et sont par conséquent le but de tous les efforts. Les statistiques officielles font état de taux de croissance considérables. N'importe quel ouvrier, planificateur, consommateur ou statisticien sait comment on obtient ces chiffres et connaît les véritables problèmes que posent l'accroissement de la production, la réalisation des objectifs, l'augmentation des revenus et le ravitaillement de la population à des prix fermes à la consommation.

Mais en admettant même que la croissance soit réellement solide, reste à savoir dans quelles conditions elle a été obtenue et quelles conséquences elle comporte.

Au cours des dernières années, la RDA, du fait de sa puissance économique traditionnelle et de sa situation d'associée tacite du Marché commun, s'en est relativement bien tirée, si on la compare aux autres pays socialistes, du point de vue

Ce texte est une analyse du système, de ses dysfonctionnements, de ses carences, alors que la RDA s'enorgueillit d'être le pays de l'Est le « plus réussi », en particulier sous l'angle économique.

De même, la contribution de Uwe Bastian, l'un des 21 signataires de l'appel, que nous publions résume les mesures concrètes que proposent les oppositionnels et qu'ils veulent soumettre à la discussion de la société dans son ensemble (voir encart).

Depuis cette adresse au SED, 140 personnes, appartenant elles aussi au mouvement pacifiste et écologique indépendant, ont fait parvenir à la Chambre du peuple, la chambre des députés, et au conseil des ministres un appel intitulé « Tchernobyl est partout » qui demande l'ouverture d'un débat sur l'énergie et l'arrêt des centrales en fonctionnement (2).

Ces diverses manifestations traduisent par le choix des thèmes, la volonté du mouvement oppositionnel de se consacrer plus profondément aux préoccupations et aux problèmes quotidiens de la population et d'y apporter des réponses concrètes. ■

des possibilités d'exportation et de l'endettement à l'égard des pays occidentaux. La soif de devises et l'orientation exclusive vers la technologie occidentale ont été à l'origine d'une série de manipulations périlleuses du commerce extérieur et de la production destinée à l'exportation, comme lorsque la croissance a connu un brusque coup d'arrêt en 1982-1983. Cela s'est manifesté sur le marché à la fin 1983 par des difficultés aiguës de ravitaillement résultant d'une politique d'exportation systématique, dans des conditions exceptionnelles, à court terme et à des prix sacrifiés. Le profit tiré à l'exportation du faible coût de la main d'œuvre est-allemande est de sinistre notoriété. Il est difficile pour les économistes et, à plus forte raison, pour la population de mesurer cette dépendance à l'égard de l'exportation et d'en évaluer les conséquences. Au cours des années qui ont suivies, une série d'emprunts à la signification politique douteuse, dont les conditions d'adjudication et l'importance politico-économique n'étaient pas très claires, a été obtenue.

Cette situation n'est pas propre à l'exportation, elle concerne toute l'économie. Les décisions touchant à certains

1. Le Parti socialiste unifié d'Allemagne est issu de l'unification, sous la houlette soviétique, du Parti social-démocrate (SPD) et du Parti communiste allemand (KPD) en 1946.

2. Après la catastrophe de Tchernobyl, alors que les autorités est-allemandes faisaient leur possible pour minimiser les conséquences de l'accident, la population, elle, a spontanément cessé d'acheter des légumes et des produits frais qu'elle soupçonnait d'être contaminés.

DEMOCRATIE ET SOCIALISME

Nous ne considérons pas les désagréments et les maux existants comme une manifestation typique ni comme une qualité inhérente au socialisme, mais bien comme le résultat des déformations liées à l'évolution de ce dernier. Ces déformations vont à l'encontre d'une évolution socialiste vers le communisme, elles s'opposent à l'existence d'une société libre dont la condition *sine qua non* est la liberté de chacun et le dépassement de l'Etat en tant que facteur historique. Dépasser ces contradictions présuppose une analyse conséquente et publique qui doit être mise à l'ordre du jour du parti et de la société.

Les déformations essentielles, ou plutôt leurs tendances, sont les suivantes :

- le processus d'aliénation transformant la propriété du peuple tout entier en propriété d'Etat gérée bureaucratiquement ;
- la propagande sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, alors même que son influence dans la pratique s'affaiblit ;
- le remplacement du centralisme démocratique par un centralisme bureaucratique, c'est-à-dire un commandement unilatéral par le haut ;
- le remplacement du pouvoir des travailleurs par un pouvoir de délégation ne s'exerçant pas en leur nom et ne défendant pas leurs intérêts, ou s'exprimant en leur nom mais ne représentant pas leurs intérêts ;
- la soit-disant justice sociale et la situation matérielle privilégiée que le corps dirigeant tire de ses fonctions.

Il faut changer le cours stratégique du parti pour surmonter ces manifestations foncièrement étrangères au socialisme. Cette réorientation doit s'appuyer sur la démocratisation de la société et sur un processus de transition vers l'auto-gestion populaire.

Ce qui nous amène à proposer les modifications politiques suivantes :

- Le pouvoir du peuple s'exerce au travers des conseils d'entreprises, d'institutions sociales et de quartiers directement élus et contrôlés par les travailleurs. Dans tous les domaines et à tous les niveaux de la société, les conseils expriment la volonté majoritaire, ils coordonnent les intérêts économiques et politiques locaux avec l'intérêt général et occupent des fonctions de direction. Les représentants des conseils sont révocables à tout moment et procèdent à une rotation selon des rythmes déterminés d'avance.

- Les syndicats doivent en outre correspondre à une authentique représentation des intérêts des membres du personnel des entreprises. Leur devoir est de défendre les droits des travailleurs et de contrôler la rentabilité du procès de production, car c'est de lui que dépendent la réduction régulière du temps de travail, l'accroissement du temps de loisirs et la satisfaction des besoins sociaux, dont la protection de l'environnement. L'instauration de la démocratie interne aux syndicats doit permettre d'y parvenir.

- Pour garantir un réel contrôle populaire sur l'activité des fonctionnaires dans le domaine économique comme dans le domaine politique, il faut qu'existe une transparence du processus de prise de décision, parallèlement à la préservation des droits démocratiques fondamentaux. Si par rapport à la démocratie parlementaire, la démocratie socialiste ne garantit pas très concrètement à chaque travailleur l'élargissement des espaces de liberté sociaux, elle ne peut qu'impliquer une régression et elle discrédite l'idéal de société communiste devant l'opinion mondiale plus qu'elle ne contribue à l'édifier. Il est indispensable que chaque groupe social et chaque individu puissent aussi avoir accès aux médias, afin de pouvoir exprimer publiquement leurs critiques et exiger des instances sociales qu'elles leur rendent des comptes.

Les fondements juridiques des paragraphes du code pénal communément désignés sous le vocable de « paragraphes muselière » (paragraphes de censure, ndlr.) doivent être abolis.

La condition du socialisme, c'est la démocratie et réciproquement. L'un ne va pas sans l'autre. Nous savons, au moins depuis Rosa Luxemburg, que « *sans élections générales, sans liberté de la presse, sans liberté de rassemblement, sans libre combat d'idées, la vie s'éteint dans chacune des institutions publiques, la bureaucratie reste le seul élément en activité* ».

Nous estimons qu'il est de notre devoir de pousser le parti à modifier son cours stratégique, non seulement en raison d'intérêts internes au pays, mais aussi en raison de la responsabilité collective qui est la nôtre à l'échelle internationale. Un socialisme réel et digne de ce nom à l'Est élargira l'influence de tous les mouvements progressistes à l'Ouest, il accélèrera de manière décisive le processus de transformation socialiste international et conjurera par là-même les dangers croissants qui découlent de l'impérialisme.

Uwe BASTIAN,

Frankfurter Rundschau

Francfort-sur-le-Main, 21 mai 1986.

secteurs de l'économie, à la répartition des investissements, au profil de production, aux choix de la planification ne sont soumises à la discussion ni à l'intérieur, ni à l'extérieur des entreprises. Les économistes, les planificateurs, les constructeurs ou les ingénieurs eux-mêmes n'accèdent qu'aux informations de détail et ne peuvent donc opérer, dans le meilleur des cas, que des rectifications mineures.

Nombreuses sont en RDA les branches industrielles dans lesquelles le gaspillage d'énergie et la pollution représentent dès maintenant, sans parler de l'avenir, une lourde menace pour les équilibres écologiques. La conciliation entre la satisfaction des besoins et la nécessité de préserver l'environnement n'est pas assurée ; et la RDA détient le record européen de la pollution de l'air et des eaux et de l'épuisement des sols. Là encore, ceux qui concernent ce phénomène sont consciemment trompés. Devant les conséquences qu'il peut entraîner, on évoque, pour les consoler, les possibilités de réparation offertes par le développement technique. Le caractère irréparable des dommages causés à la nature, vérité de La Palice, effleure à peine la conscience des autorités.

On refuse de voir qu'il pourrait exister des alternatives à l'industrialisation destructrice et aux moyens de transports individuels préjudiciables à l'environnement. De même, les dangers résultant du développement imposé de l'énergie nucléaire sont un sujet entièrement tabou.

Le SED proclame que la croissance économique n'est pas un but en soi mais doit contribuer, par l'unité des politiques économique et sociale, à la « satisfaction toujours croissante des besoins matériels, spirituels et culturels de la classe ouvrière ». Derrière l'apparente évidence du slogan « pour le bien du peuple », la question de savoir qui décide ce qui est bien et comment il sait ce qui est bon pour les autres reste entière. Ce n'est pas pour satisfaire la soif de consommation de la population que le parti installe des hôtels où l'on paie en devises, des magasins de luxe et des palaces renommés. Il veut anesthésier et soumettre la population grâce à l'accroissement de la consommation individuelle. Ce pacte tacitement fondé sur la consommation fonctionnelle encore assez bien pour remplir les escarcelles et pour que chacun ait encore sa part du gâteau (...).

QUELLE POLITIQUE SOCIALE ?

Cette politique n'a rien à voir avec une quelconque responsabilité sociale, pas plus qu'avec une soi-disant « perspective socialiste ». Pour les générations futures, les cités satellites désertes, les paysages ravagés et l'effondrement des relations familiales seront des problèmes vitaux. C'est surtout dans le domaine de la politique sociale, l'un des fleurons de la RDA, que cette myopie devient particulièrement frappante. On ne saurait nier les efforts entrepris sur le plan de la construction de logements. Mais l'accent

mis sur la rénovation des anciens appartements et sur la préservation du milieu urbain comme du milieu rural est intervenu beaucoup trop tard et ne fait pas l'objet d'une politique conséquente.

Les initiatives autonomes dans ce domaine se heurtent plus souvent à des obstacles qu'elles ne rencontrent de soutien. L'aménagement de Berlin comme vitrine de la République s'est fait aux dépens de nombreuses villes et régions totalement négligées (...).

Le soutien aux familles devrait laisser l'espace à diverses formes de relations entre partenaires, de vie en commun et de coexistence entre générations. La fixation sur le stéréotype qu'est la famille nucléaire dont les conséquences se voient à la taille des appartements, aux mesures sociales et aux interdits en vigueur n'est pas faite pour encourager l'égalité entre les sexes ni l'émancipation des handicapés sociaux, pas plus qu'elle n'incite à de nouvelles formes de communication et de contacts sociaux.

Les diverses mesures d'aide et les allocations sont définies à partir de critères unilatéraux hyper conformistes. Des horaires flexibles, le travail à temps partiel pour les hommes et pour les femmes, la réduction du travail en équipes (au lieu de son extension) seraient à même d'alléger la double journée de travail de la femme et la pression s'exerçant sur la famille.

Malgré des développements importants dans ce domaine, les soins médicaux restent insatisfaisants. L'équipement et les conditions de travail dans beaucoup de polycliniques et de petits cabinets médicaux, les délais d'attente et l'approvisionnement insuffisant en médicaments sont autant d'éléments qui contrastent fortement avec l'équipement des salles et des hôpitaux spécialisés réservés à la clientèle aisée ou privilégiée.

Les soins médicaux visent avant tout à préserver l'aptitude des gens au travail. Ce but l'emporte sur le souci de la santé de la population, en particulier de celle des retraités qui apparaît comme un élément marginal dans le cadre de la politique sociale et médicale (...).

La prétention à s'élever au plus haut niveau international en matière de sciences sociales n'est soutenue par aucune réalisation sérieuse. Les tendances progressistes, l'examen critique des points de vue traditionnels, qui ont acquis beaucoup d'importance dans les vingt dernières années, en particulier dans le mouvement démocratique et anti-impérialiste des pays capitalistes développés, restent à peine connus. Même les interrogations et les thèses apparues au sein du mouvement ouvrier communiste international ne sont pas abordées. Des points de vue officiels tels que ceux, par exemple, du Parti communiste français, du Parti communiste italien, du Parti ouvrier socialiste hongrois, du Parti ouvrier unifié polonais sont, au besoin, repoussés comme des « diversions révisionnistes ». « Apprendre de l'Union soviétique, c'est apprendre à gagner » : les discours du secrétaire général du PCUS n'en sont pas moins parfois

censurés dans les publications est-allemandes.

Les besoins culturels n'émanent pas de la population, ils sont artificiellement créés et manipulés par le parti, selon des critères pragmatiques. Sous la direction du parti, la politique culturelle devient un outil d'imprégnation idéologique dans tous les domaines de l'art et de la culture et un frein à la créativité artistique.

Les ressources financières sont attribuées selon des critères politiques. Fait particulièrement inquiétant, on n'hésite pas, pour réaliser du profit, à brader d'irremplaçables biens culturels (antiquités, pièces de musée).

On comprend mal, quand on voit les problèmes mondiaux des années 1980, que la politique culturelle soit orientée selon une image optimiste des rapports sociaux, relevant du wishful thinking (vœu pieux, ndlr.). La production artistique et culturelle tend toujours davantage à satisfaire le besoin de divertissement, l'aspiration au délassement du public, le désir d'enjolivement de la réalité. Les clichés du réalisme-socialiste ne marchent plus, alors on met l'accent sur la culture triviale et sur un ersatz de l'art. Traditionnel ou sous ses formes modernes, le kitsch joue le rôle d'une soupape de sûreté et s'oppose au développement de la conscience critique.

La politique culturelle fait peser de telles contraintes sur les artistes et les créateurs que, même parmi ceux qui jouissaient de privilèges (en termes de biens matériels ou de possibilités de travail et de voyage), beaucoup ont préféré choisir l'exil, ce qui a transformé le pays en désert culturel (...).

L'objectif d'un système d'éducation et de formation devrait viser au plein développement de tous les citoyens, de manière à ce qu'ils soient capables d'exercer leurs responsabilités dans la compréhension de la démocratie. C'est ce à quoi prétend la politique d'éducation en direction de la jeunesse en RDA, mais

Inprecor a publié

— « Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie », Anna Libera, numéro 129 du 28 juin 1982.

— « Liberté pour les pacifistes de Cottbus », numéro 156 du 12 septembre 1982.

— « Interview de Roland Jahn, animateur du cercle de la paix de Iéna, tiré du *Tageszeitung* », numéro 159 du 24 octobre 1983.

— « Les femmes pour la paix », document ; numéro 164 du 9 janvier 1984.

— « Liberté pour les "femmes pour la paix" », Philippe Ludwig, numéro 166 du 6 février 1984.

— « Appel de Rostock du mouvement pacifiste indépendant », document, numéro 166 du 6 février 1984.

— « Le mouvement pacifiste indépendant après le déploiement des euromissiles en RFA », Laura Salmann, numéro 173 du 14 mai 1984.

elle est incapable d'y parvenir dans les faits étant donné qu'elle est basée sur l'écrasement de la personnalité et sur une vision conformiste du comportement social (...).

La militarisation du système d'enseignement commence dès le plus jeune âge (au jardin d'enfants). Elle se poursuit avec les cours de préparation militaire à l'école, vu la place grandissante qu'y occupent la Société pour le sport et la technique (3) et l'entraînement militaire. Durant les étapes suivantes de formation et au cours de la vie professionnelle, l'appartenance à la Protection civile (ZV) est extrêmement importante. Il est quasiment impossible d'accéder au baccalauréat, d'obtenir un contrat d'apprentissage ou de faire des études supérieures sans suivre d'entraînement pré-militaire. C'est particulièrement flagrant dans le cas de l'attribution des places d'études où le critère d'évaluation n'est autre que l'engagement à faire un service militaire prolongé (...).

LA PAIX ÉTATISÉE ?

La menace représentée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et par sa composante la plus puissante, les Etats-Unis, sert à justifier dans notre camp non seulement la pression accrue que notre grande puissance, l'Union soviétique, exerce sur ses alliés, mais aussi celle qui pèse sur les citoyens des Etats membres de notre alliance. Cela se traduit en particulier par la militarisation permanente de la société avec, pour corollaire, le renforcement d'une discipline qui suppose le maintien du statu quo politique. A cet égard, on peut remarquer que les relations entre politique intérieure et politique extérieure sont régies par un étrange mécanisme, fonctionnant également dans l'hémisphère occidental : plus il y a de contacts bi- ou multilatéraux au niveau étatique (ce qui est une bonne chose), plus on cherche à empêcher les contacts politiques se développant indépendamment de l'Etat. En pratique, cela signifie que Honnecker rencontre Strauss, Bangemann, le directeur de Krupp, Beiz et bien d'autres encore, mais que les Verts de RFA ou les représentants d'autres organisations du mouvement de la paix, auxquels on refuse un visa d'entrée, n'ont pas la possibilité de discuter avec les partisans est-allemands du mouvement de la paix. Si bien que les idées du mouvement international de la paix sur le désarmement unilatéral, la défense alternative, la dissolution des blocs militaires, le départ des troupes étrangères, discutées dans le monde entier, sont officiellement ignorées dans ce pays. Nous pensons qu'il est absolument nécessaire que de telles idées soient discutées, d'autant plus qu'à l'Ouest, d'éminents hommes politiques s'en font publiquement l'écho, tel Oskar Lafontaine (dirigeant du SPD, ndlr.), interlocuteur apprê-

3. Cette dénomination anodine désigne une organisation de l'Etat, dont l'activité principale est l'embrigadement militaire.

cié d'Erich Honecker —, qui préconise le retrait de la RFA de l'OTAN. (...)

Une politique à moyen terme visant en particulier à sortir de l'alliance militaire à laquelle appartient la RDA (le Pacte de Varsovie, ndr.) devrait accélérer le processus de démilitarisation de l'Europe centrale. Cela s'applique notamment au retrait des troupes étrangères de notre territoire, sans oublier leurs moyens de destruction massive. (...)

Dans le cadre du traité d'obligations liant les Etats du Pacte de Varsovie, la RDA n'a visiblement pas su saisir l'occasion de mettre l'accent sur les activités traçant la voie d'une politique de paix. C'est ainsi que d'innombrables suggestions émanant du mouvement pacifiste n'ont pas été retenues quand elles n'ont pas été explicitement repoussées, sous prétexte qu'elles étaient inutiles, telles les propositions — pour n'en mentionner que quelques-unes — d'interdire les jouets de guerre, d'abolir les cours militaires à l'école, de mettre fin aux pressions exercées sur les jeunes pour qu'ils effectuent un service militaire prolongé, ou mettre fin au favoritisme en matière de places d'étude au bénéfice de ceux qui se plient à ces pressions.

De nombreux problèmes relatifs au service militaire n'ont pas été abordés jusqu'ici, tel le refus de la participation des femmes aux préparatifs de mobilisation, la demande d'une modification de la loi sur le service militaire afin de permettre aux réservistes de renoncer à leur serment au drapeau, et l'emploi des objecteurs de conscience uniquement dans la construction civile (Bausoldaten) (4).

A l'époque du nucléaire, il faut se poser la question de l'utilité d'une armée régulière et y répondre de manière radicalement novatrice. On pourrait à ce propos envisager des étapes mesurées dans le processus de désarmement, par exemple sous la forme d'une diminution progressive de la période de service militaire obligatoire et du service volontaire.

La politique de paix et de sécurité ne peut demeurer l'apanage du parti et du gouvernement, car la paix est un droit de l'homme. En conséquence, tout ce qui touche à ce droit doit pouvoir faire l'objet de discussions et de décisions collectives de la part de tous les membres de la société. ■

Uwe Bastian, Monika Haeger, Stephan Bickart, Annedore Havemann, Michael Bohley, Lutz Nagorski, Bärbel Bohley, Gerd Poppe, Sabine Börner, Ulrike Poppe, Martin Böttger, Edelbert Richter, Rainer Dietrich, Walter Schilling, Katrin Eigenfeld, Regina Templin, Frank Eigenfeld, Hans-Jochen Tschische, Werner Fischer, Mario Wetzky, Peter Grimm.
Avril 1986.

COREE DU SUD

Un "miracle" fragile

AU cours de l'année 1986, la Corée du Sud a souvent occupé le devant de l'actualité. Le régime du président Chun Doo Hwan a été contesté par des manifestations de masse sans précédent depuis 1980. Cette année-là, Chun Doo Hwan fut porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire, lequel a mis fin à un interrègne instable suite à l'assassinat, en octobre 1979, de Park Chung-hee, qui avait dirigé le pays depuis le dernier putsch militaire en 1961. L'arrivée au pouvoir de Chun Doo Hwan fut accompagné de l'écrasement par l'armée du soulèvement populaire dans la ville de Kwangju, en mai 1980, qui fit plus de 200 morts et marqua la fin des mobilisations populaires de 1979-1980. Chun, comme Park avant lui, avait légitimé sa prise de pouvoir en faisant adopter une Constitution (approuvée par un référendum en 1980 avec 99,5 % de « oui ») et en remportant par la suite les élections présidentielles.

C'est cette Constitution de 1980 qui est devenue la cible de la campagne de protestation lancée au printemps 1986 par le principal parti d'opposition, le Nouveau parti démocratique de Corée (NKDP), créé en 1984 et dont les deux principaux dirigeants sont Kim Dae Jung et Kim Young Sam. Le NKDP exige une révision de la Constitution avant la fin du mandat de Chun Doo Hwan en 1988, révision par laquelle le président serait élu directement et non par un collège électoral comme c'est actuellement le cas. Le système d'élection de l'Assemblée nationale est aussi attaqué à cause de l'avantage considérable qu'il donne au parti au pouvoir, le Parti démocratique pour la justice (DJP) de Chun Doo Hwan.

Le 12 février, date anniversaire des élections législatives de 1985, où le NKDP avait vu s'accroître son audience électorale, une campagne de pétition pour changer la Constitution fut lancée à Séoul. Dans les mois suivants, une série de rassemblements ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans une série de grandes villes du pays. Mais, fait frappant, on pouvait constater dans ces manifestations la présence autonome du mouvement étudiant qui mettait en avant des mots d'ordre radicaux tels que « A bas la dictature militaire », contre la présence dans le pays des 40 000 soldats US et pour une « Constitution populaire ». Le 3 mai, à Inchon, 10 000 manifestants, étudiants et travailleurs, rassemblés sur ces thèmes, se sont affrontés à la police six heures durant. Cette manifestation annonça au pays l'existence d'une opposition bien plus radicale que celle dirigée par les deux Kim et qui ne se limitait plus aux universités.

Depuis le mois de juillet, le gouvernement et l'opposition avaient respecté une trêve pendant qu'ils essayaient de trouver une solution au problème constitutionnel. Ces négociations n'ayant pas abouti, le NKDP vient d'annoncer une nouvelle campagne de rassemblements de masse. En même temps, la tenue à Séoul, du 30 septembre au 5 octobre, des Jeux asiatiques, l'attentat à l'aéroport de Séoul le 14 septembre, qui fit 5 morts et 31 blessés dans la foule, et la discussion autour de la possibilité d'une co-organisation des Jeux olympiques par les deux Corées ramène à la lumière la question toujours brûlante de la partition du pays. Quant au mouvement étudiant, il n'a observé aucune trêve et, au cours des Jeux asiatiques, ont eu lieu quelques-unes des manifestations les plus violentes contre le gouvernement et les Etats-Unis.

La situation reste donc tendue et l'avenir du régime de Chun Doo Hwan est tout sauf assuré. Les forces sociales qui poussent vers une démocratisation en Corée du Sud — la classe ouvrière, les couches moyennes, les étudiants — sont puissantes. Mais les obstacles le sont aussi. La bourgeoisie sud-coréenne et son appareil d'Etat sont autrement plus forts que leurs homologues des Philippines. Ils sont capables de peser les risques et les avantages d'une démocratisation contrôlée du régime actuel et d'agir en conséquence. Dans l'article ci-dessous, nous retournons aux origines de l'Etat sud-coréen et de la formidable croissance économique qu'a connu le pays depuis 25 ans, afin de mieux comprendre la situation actuelle. C'est en effet au travers d'une analyse de l'évolution du pays que nous pouvons comprendre le caractère de la crise actuelle du régime de Séoul et la nature du mouvement pour la démocratie.

David CAMERON

L'Etat sud-coréen est né de la partition du pays en 1945. Après avoir subi la domination coloniale directe et extrêmement brutale de l'impérialisme japonais depuis 1910, la Corée se trouve libérée du joug colonialiste par la défaite

de l'empire nippon à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais la forme de cette libération fut largement déterminée par la situation géopolitique du pays, plus précisément dans le cadre des rapports de force entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Conformément aux accords de Yalta de février 1945 et en

4. Selon une loi passée au début des années 1960, les objecteurs de conscience doivent effectuer leur période sous les drapeaux dans la construction militaire, d'où leur nom de Bausoldaten, littéralement « soldats de la construction ».

particulier la partie qui fixait les conditions de l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon, la Corée devait être occupée par les troupes soviétiques au Nord du 38^e parallèle et par celles des Etats-Unis au Sud de cette ligne.

DEUX STYLES DE LIBÉRATION

Les interventions soviétiques et américaines en Corée différaient tant par leur forme que par leur contenu. Au Nord, les troupes soviétiques, arrivées en août 1945, s'appuyaient sur un mouvement de résistance populaire et sur un réseau de comités populaires anti-japonais qui allaient constituer la base du nouvel appareil d'Etat après la destruction de l'Etat colonial japonais. Au sein de ce mouvement populaire, les communistes sud-coréens n'étaient qu'une composante, même s'ils y avaient un poids particulier grâce à la fois au soutien des Soviétiques et au rôle qu'ils avaient joué dans la résistance au colonialisme japonais. En effet, dès le début des années 1930, les communistes avaient dirigé un mouvement de guérilla qui s'était battu en Corée et ensuite en Mandchourie contre les Japonais, avant d'être obligé de se replier en Sibérie. La libération de la partie nord du pays avait donc un caractère combiné d'intervention extérieure avec l'armée soviétique et de réelle mobilisation populaire. L'Etat qui en était issu se montrait capable d'appliquer rapidement une série de réformes nationales, démocratiques et anticapitalistes.

Dans le Sud du pays, les choses se déroulaient de manière tout à fait différentes. D'abord, les Américains n'ont débarqué que le 8 septembre 1945, six jours après la capitulation des troupes japonaises et deux jours après la proclamation à Séoul, par une assemblée nationale des comités populaires anti-japonais, d'une République populaire de Corée. Ce nouveau pouvoir avait déjà, avant l'arrivée des Américains, désarmé les Japonais, libéré les prisonniers politiques et arrêtés les collaborateurs. Les autorités américaines ont refusé de reconnaître cette république ou les comités populaires et ont tout de suite mis en place un gouvernement militaire. C'est seulement en février 1946 qu'ils ont mis en place un gouvernement civil sous tutelle militaire. Celui-ci était présidée par Syngman Rhee, homme politique de droite revenu en Corée en octobre 1945 dans les fourgons de l'armée américaine, après avoir passé 39 des 41 années précédentes aux Etats-Unis. A part Rhee lui-même, ce gouvernement était très largement composé d'anciens collaborateurs des Japonais et l'appareil du nouvel Etat qui se mettait en place gardait en grande partie les cadres de l'Etat colonial, notamment en ce qui concerne les forces répressives.

L'intervention américaine n'a donc joué aucun rôle dans la libération du pays, puisqu'elle était déjà acquise grâce à la mobilisation des masses coréennes. Les Américains ont d'autre part refusé de reconnaître le pouvoir issu de cette

mobilisation. Enfin, loin de détruire l'appareil répressif de l'Etat colonial, ils l'ont utilisé pour édifier leur propre administration. Ils allaient se montrer résolument hostiles à toute réunification du pays, laquelle aurait impliqué la disparition de cet Etat semi-colonial qu'ils venaient de mettre en place. L'Etat né de l'intervention de l'impérialisme américain en Corée avait donc depuis le début un caractère anti-national et anti-populaire. Il restera marqué par cette origine.

La période décisive de l'histoire de Corée entre 1945 et 1950 est encore trop peu connue, mais les grandes lignes en sont claires. La mise en place de l'Etat semi-colonial et son contenu social ont donné lieu à d'importantes manifestations d'opposition populaire au Sud, et pas seulement de la part du courant communiste. Il y a eu des mouvements de protestation contre le régime de Syngman Rhee, prenant la forme de soulèvements de masse en 1946 et 1948, en faveur de l'indépendance et de l'unité du pays, pour une réforme agraire, ce qui était une question centrale à une époque où la Corée était encore essentiellement un pays agricole. La tension à ce sujet s'est accrue à la suite de la réforme agraire radicale adoptée en 1946 au Nord. La réaction du régime de Syngman Rhee fut le recours systématique à la répression. Ainsi, la commission des Nations unies sur la Corée signalait en août 1949 que, dans les huit mois précédant le 30 avril 1949, 89 710 personnes avaient été détenues en vertu du « Décret pour la protection de la paix nationale ». Le ministre de l'Intérieur de Rhee, Kim Huo Suk, qui passa au Nord lorsque la guerre éclata, estimait qu'entre 1945 et 1950, 250 000 personnes avaient été tuées par le régime et 600 000 emprisonnées (1). Même s'il exagérait à des fins de propagande et que la réalité n'aurait été que de la moitié, de telles quantités restent impressionnantes pour un pays qui comptait moins de 30 millions d'habitants à l'époque.

Lorsqu'en 1948 la division du pays s'est insitutionnalisée avec la création de la République de Corée dans la partie sud, une très large majorité des forces politiques du pays, toutes tendances confondues, s'y opposait. C'est un élément qu'il faut souligner pour deux raisons. D'abord, parce que cela montre de manière éclatante l'absence de soutien populaire et l'isolement du régime de Syngman Rhee. Ensuite, parce que cela nous aide à comprendre les rapports qui existaient à l'époque entre l'opposition au régime de Séoul et le gouvernement de Pyongyang, dans la partie nord du pays.

LE NORD ET LE SUD

En effet, l'image terne qu'à aujourd'hui la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et le grotesque culte de la personnalité de Kim Il Sung ne doivent pas faire oublier les réalisations de ce régime et le rôle qu'il a joué pour répondre aux aspirations à l'unité du peuple coréen entre 1945 et 1950. A

la différence du régime de Séoul, celui de Pyongyang est né de la destruction de l'appareil de l'Etat colonial japonais et était composé de militants qui s'étaient battus contre l'impérialisme nippon. Les réformes sociales et économiques appliquées au Nord en 1946, en particulier la réforme agraire, exerçaient un considérable pouvoir d'attraction sur les masses au Sud. Le régime de Pyongyang n'était d'ailleurs aucunement « nordiste » ; beaucoup de militants du Sud passaient au Nord et la frontière entre les deux parties du pays resta très largement perméable jusqu'en 1948.

Il n'est donc pas étonnant que la plate-forme politique de Pyongyang pour la réunification du pays rencontra le soutien de la majorité des forces politiques du Sud. C'est dans ce cadre qu'en mai 1948 les Etats-Unis décidèrent d'organiser dans la zone sous son contrôle, sous la couverture des Nations unies, des élections pour une Assemblée constituante de la République de Corée. Cette décision souleva l'opposition des gouvernements d'Inde, d'Australie et du Canada. Le gouvernement nord-coréen, pour sa part, proposa la réunification du pays sur la base d'élections libres organisées dans tout le pays après le retrait de toutes les troupes étrangères. Au cours de deux conférences organisées en avril et juin 1948 à Pyongyang et Haeju, « les délégués sud-coréens comprenaient presque tous les hommes éminents du pays à l'exception du docteur Rhee » (2) et « la plate-forme de la RDPC (...) obtenait le soutien confirmé des représentants de la direction de l'écrasante majorité de l'éventail politique de la Corée, du Nord et du Sud » (3).

Prenons un seul exemple pour illustrer à la fois l'importance de ce phénomène et la réaction qui s'ensuivit de la part de Rhee. Kim Ku, vieux patriote coréen, homme de droite mais nationaliste, avait présidé le gouvernement provisoire coréen établi pendant la guerre à Chongqing, dans le Sichuan chinois, sous la protection du Kuomintang. Il assista aux conférences de Pyongyang et de Haeju et appela au boycott des élections de mai 1948. Kim Ku fut assassiné dans une rue de Séoul en 1949 par un lieutenant de l'armée de Rhee, qui ne fut jamais condamné. De nombreuses autres personnalités politiques opposées à Rhee ont connu le même sort, notamment You Un-hyong, président de l'éphémère république de 1945, assassiné en juillet 1947.

Quand la RPDC fut proclamée en 1948, ce le fut par une assemblée élue, publiquement dans la partie nord et de façon clandestine au Sud (4). C'est

1. Ces chiffres sont cités par Wilfred Burchett, dans *A Nouveau la Corée*, Paris, 1968, p. 121.

2. John Gunther, *The Riddle of MacArthur*, Londres, 1951.

3. Jon Halliday, « The North Korean Enigma », *New Left Review*, numéro 127, mai-juin 1981.

4. Pour ces élections, voir Burchett, op. cit. p. 120.

dans ce contexte de résistance populaire et de répression gouvernementale au Sud, d'une forte légitimité du gouvernement de Pyongyang et d'une guerre larvée qui se déroulait le long du 38^e parallèle depuis 1948, qu'éclate la guerre de Corée en juin 1950, guerre civile au début, aggravée par l'intervention de l'impérialisme américain et, plus tard, de celle des forces chinoises. L'avancée rapide des forces nord-coréennes ne fut que très partiellement dûes à des raisons militaires. Ce fut en réalité beaucoup plus la conséquence logique de l'absence de soutien populaire réel au régime de Rhee. Selon l'histoire officielle de la guerre de Corée de l'armée américaine, l'armée sud-coréenne « *s'est désintégré* » (5). Il y avait des désertions en masse. Des comités populaires furent rétablis et les réformes du Nord appliquées au Sud. Après l'intervention massive des forces américaines et la destruction du nouveau pouvoir au Sud, un important mouvement de guérilla subsista pendant un certain temps (6).

Nous ne pouvons pas traiter ici de la guerre de Corée. Soulignons simplement que si cette guerre a été coûteuse en termes de vie humaines et de destruction matérielle, plus important encore fut le déchirement du tissu social du pays. En plus, la répression contre la gauche a signifié une rupture dans l'histoire politique du pays, la destruction de l'opposition qui avait été en faveur de la réunification du pays jusqu'à la fin des années 1940. Cette rupture se traduisait par la disparition physique des cadres qui avaient incarné cette opposition. Selon une source américaine, la reconquête du Sud par les forces américaines fut accompagné de 100 000 exécutions ou assassinats de militants opposés au régime de Séoul, sans parler des massacres qui ont eu lieu pendant l'occupation temporaire de la partie nord du pays avant l'intervention des forces chinoises à la fin de 1950 (7).

LE POINT DE DÉPART DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

C'est donc d'une destruction massive de la base économique du pays et d'une normalisation socio-politique que partait le régime de Syngman Rhee en 1953. A la fin de la guerre, le revenu national par tête d'habitant en Corée du Sud égalait celui du Tchad. Cependant, par-delà cette réalité immédiate, la Corée restait nettement moins sous-développée que de nombreux autres pays du tiers-monde. C'est là le premier élément d'explication de la croissance économique ultérieure. A l'époque de la colonisation japonaise, la Corée avait connu un niveau de développement économique non négligeable. Durant les trois décennies de colonisation directe, la production industrielle augmentait à un rythme de 10 % par an et, déjà en 1940, le prolétariat industriel et minier était fort de 300 000 travailleurs. L'essentiel de la base industrielle du pays se trouvait au Nord (mines, métallurgie, production d'engrais) alors que le Sud était beaucoup plus agricole, l'industrie s'y limitant au textile et à l'agro-

alimentaire, mais cette agriculture était moderne. La Corée constituait le centre de production céréalière pour l'empire japonais et sa consommation d'engrais, largement produits sur place, avait été multiplié par 60 entre 1916 et 1930. Il existait d'ailleurs une force de travail relativement qualifiée. En 1945, la Corée possédait déjà près de 6 000 ingénieurs (8).

C'est avec ces acquis que la Corée du Sud, pays qu'on pourrait qualifier à cette époque de semi-colonie des Etats-Unis, a commencé sa croissance économique en 1953. Et si le véritable décollage a commencé au début des années 1960, les bases en ont été jetées au cours des années 1950. Le fait que cette croissance économique ait pu être basée sur un capital national coréen a deux explications. D'abord, avant 1945, 91,2 % de l'investissement total dans l'économie coréenne, agriculture mise à part, étaient détenus par des Japonais. L'Etat sud-coréen a donc pu exproprier les capitalistes japonais et distribuer leurs biens à des capitalistes coréens. Par ailleurs, dans le secteur de l'agriculture, où 40 % des terres cultivées étaient entre les mains des Japonais, il a opéré une réforme agraire en expropriant sans indemnité les propriétaires fonciers japonais et en indemnisant en contrepartie leurs homologues coréens.

Le développement économique des années 1950 était essentiellement organisée autour de la production de biens de substitution aux importations, afin de satisfaire les besoins du marché intérieur, notamment dans l'agro-alimentaire et le textile. Ces deux secteurs notamment comptaient pour 55 % de la production industrielle en 1955. A cette époque, l'industrie était centrée sur la transformation du coton, du sucre et de la farine de riz. Mais cette première phase de croissance économique a rapidement atteint ses limites. Le secteur manufacturier ne représentait que 10 % du PNB en 1955. Le taux de croissance de la production annuelle industrielle était de 25 % en 1955, 9 % en 1958 et 3 % en 1961. On avait donc assisté à un développement industriel modeste destiné à répondre à la demande du marché intérieur et au besoin de reconstruction. D'ailleurs, ce développement reposait sur des petites et moyennes entreprises.

Ce n'est qu'après la chute de Syngman Rhee en 1960 et la mise en place du régime militaire dirigé par Park Chung-hee l'année suivante que le vrai essor de l'économie sud-coréenne commença. S'il ne s'agissait pas d'une rupture radicale avec le régime de Rhee, le changement n'était pas sans signification. La politique économique du régime Park partait des acquis de son prédécesseur mais se lançait dans un projet de développement économique nouveau et ambitieux.

UN CAPITALISME DIRIGÉ PAR L'ETAT

Le moteur de la croissance économique à partir de 1961 a été une politique

extrêmement dirigiste menée par un Etat fort. Le rôle de l'Etat dans l'économie y était décisif et, ce, jusque dans les moindres détails.

L'objectif fondamental de la politique économique du régime Park fut la création d'une puissante économie industrielle tournée vers l'exportation, s'assurant en même temps la conquête du marché intérieur, secteur par secteur. Ce projet va se réaliser au travers d'une série de plans quinquennaux par lesquels l'Etat sud-coréen définit les grands axes stratégiques du développement national, en se donnant par la suite les moyens de les faire respecter. Commencant par la mise en place de l'infrastructure nécessaire d'une économie moderne (transports, communications, énergie) grâce aux investissements de l'Etat, ces plans ont mis l'accent sur le développement des branches économiques. Au cours du premier plan quinquennal de 1962 à 1966, la priorité fut donnée au développement de l'énergie, des engrais, du textile, du ciment. Le second plan s'occupa notamment de fibres synthétiques, de pétrochimie, d'appareillage électrique. Le troisième fut centré sur la sidérurgie, les équipements de transport, l'électroménager, la construction navale, etc.

L'orientation de l'économie vers l'exportation fut renforcée par la dévaluation de la monnaie sud-coréenne, le *won*, en 1964, et par l'établissement d'un régime préférentiel de crédit à l'exportation, par lequel, sur présentation de justificatifs de contrats d'exportation, les firmes coréennes pouvaient obtenir des prêts à un taux de 6 %, alors que le taux normal était de 24 %.

C'est donc l'Etat qui définit à chaque fois les grands choix du développement économique, imposant ces choix aux capitalistes individuels qui voudraient faire passer d'abord leurs intérêts particuliers, qui pourraient être en contradiction avec un processus de « construction » à terme d'une vraie classe bourgeoise locale. Cela s'est fait grâce au contrôle du crédit exercé par l'Etat à travers le système bancaire, nationalisé jusqu'en 1980, et par d'autres mécanismes de contrôle. Pour donner un exemple, nous pouvons prendre le cas de l'industrie textile. Ayant déjà conquis le marché intérieur, cette industrie était bien placée, au début des années 1960, pour se lancer sur le marché mondial grâce à une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Mais, à court terme, le marché intérieur pouvait garantir de meilleurs profits. Le gouvernement a alors con-

5. Roy E. Appleman, *South to the Nak-tong, North to the Yalu*, Washington, 1961, p. 18.

6. Halliday, op. cit.

7. Le chiffre de 100 000 morts est tiré du livre de Gregory Henderson, à l'époque diplomate en Corée, *The Politics of the Vortex*, Harvard, 1968.

8. Tous ces chiffres sont tirés de l'étude de Jean-Raphaël Chaponnière, « La République de Corée, un nouveau pays industrialisé », notes et études documentaires, mai 1982, la Documentation française. Sauf précision contraire, nous avons pris les statistiques pour l'article présent à cette source.

traint ces entreprises à se tourner vers l'exportation, en établissant un mécanisme par lequel pour pouvoir importer les produits intermédiaires nécessaires à la production, elles étaient obligées d'exporter une partie des produits finis.

La croissance économique des 25 dernières années a eu lieu sous l'égide de l'Etat, mais aussi par l'intermédiaire des *chaebol*, ces conglomérats très diversifiés, au nombre d'une cinquantaine, qui sont de grands trusts privés dirigés en général par les propriétaires et leurs familles et dont les origines remontent souvent aux liens de leurs dirigeants avec le pouvoir politique. Dans leur grande majorité, les *chaebol* existent depuis 20 ans. Un exemple typique est celui de groupe Daewoo, qui « emploie à lui seul 70 000 employés, alors qu'il n'a été formé que voilà 17 ans à partir d'une petite entreprise textile. Grâce au soutien de Park Chung Hee, Kim Woonchong a constitué un empire dans le commerce, la construction navale, le bâtiment, l'automobile, le textile, la finance, les télécommunications, l'électronique, l'habillement. Il possède à Pusan la plus grande usine textile du monde et à Oskpo un chantier naval ultra-moderne. Il ouvre des chantiers considérables au Moyen-Orient. Il investit aujourd'hui dans les semi-conducteurs » (9).

L'importance du développement du capital coréen sous la forme des *chaebol* est également soulignée par le fait qu'en 1980 la liste publiée par la revue américaine *Fortune* concernant les 500 firmes non-américaines les plus importantes du monde comportait 10 firmes sud-coréennes et seulement 20 autres de tous les autres pays du tiers-monde (10). Les activités des *chaebol* sont étroitement encadrées par le gouvernement. C'est même souvent le pouvoir qui décide de la part du marché d'un produit donné qui revient à chacun d'entre eux.

La conséquence de cette politique de développement économique volontariste a été que la Corée du Sud a réussi à s'industrialiser de manière impressionnante depuis 25 ans. Entre 1960 et 1980, le pays a connu une croissance de 10 % par an en moyenne de son produit national brut (PNB), contre 3,7 % pour les pays capitalistes avancés. Pendant la même période, les exportations de produits manufacturés sud-coréens se sont multipliés par 150. Les entreprises sud-coréennes sont ainsi devenues concurrentielles avec celles des pays impérialistes sur toute une série de secteurs. La Corée du Sud occupe la deuxième place du marché international des chantiers navals, après le Japon. Elle produit des automobiles et des machines-outils. Elle possède une industrie sidérurgique propre, où la production a rejoint la demande intérieure en 1978. Aujourd'hui, la Corée du Sud exporte des usines clef en main, notamment du textile. Et cette croissance a été très largement centrée sur l'existence d'un capital national.

Mais la Corée du Sud est-elle en train de sortir du sous-développement, ou du moins de la dépendance par rapport à l'impérialisme ? Assiste-t-on à l'émergen-

ce d'un « nouveau Japon » ? Les conditions qui ont permis l'essor économique de la Corée du Sud sont assez spécifiques et, malgré sa croissance, le pays reste largement dépendant de l'impérialisme américain et japonais.

L'existence d'une base de capital national et la politique dirigiste de l'Etat ont été des conditions nécessaires mais pas suffisantes au développement de l'économie sud-coréenne. Cette expérience représente une combinaison originale d'une autonomie relative découlant d'une certaine puissance économique et militaire, donc politique, et d'une dépendance extrême du marché mondial et donc des puissances impérialistes qui dominent ce marché. Regardons maintenant de plus près le rôle qu'ont joué une série de facteurs externes dans la croissance économique sud-coréenne.

AIDE, PRETS, INVESTISSEMENTS

Il faut partir du fait que la Corée du Sud a été l'un des pays les plus aidés du monde, depuis la Deuxième Guerre mondiale, après Israël et le Vietnam du Sud occupé par les Américains. Ce niveau d'aide découle évidemment de sa situation géopolitique dans l'affrontement entre l'impérialisme US et les Etats ouvriers. Entre 1946 et 1976, la Corée du Sud a reçu une aide d'un montant de 15 milliards de dollars, dont 8,6 milliards d'assistance économique et 6,9 milliards d'aide militaire. Cette aide militaire a surtout accentué la militarisation de la société sud-coréenne. Mais même sur le plan strictement économique, elle a eu des conséquences non négligeables. D'abord, ce volume d'aide a allégé le budget de l'Etat, dégageant des ressources pour d'autres investissements. Ensuite, le haut niveau des dépenses militaires a eu comme sous-produit le développement des infrastructures utiles à l'industrie (routes, ports, etc.), ainsi que la croissance de l'industrie de la construction. Les firmes coréennes ont d'ailleurs commencé par signer des contrats avec l'armée américaine en Corée et ont pu par la suite étendre leurs activités à d'autres pays où il y avait souvent des bases américaines. Enfin, des centaines de milliers de Coréens ont reçu une formation à l'armée, soit à des métiers de production, soit à des responsabilités gestionnaires.

En ce qui concerne l'aide directement économique, elle provient pour 5,7 milliards de dollars des Etats-Unis, pour 1,9 milliards de dollars des organisations internationales (Banque mondiale, Banque asiatique du développement, Nations-Unies, etc.) et pour 1 milliard de dollars de réparations de guerre versées par le Japon.

Vers la fin des années 1960, l'aide directe est devenue progressivement moins importante (8 % du PNB en 1953-1962, 6,5 % en 1963-1964, 4,4 % en 1965-1974). Cette aide publique a été relayée par le capital étranger privé, pour l'essentiel non sous forme d'investissements directs, lesquels ne représentaient que 5 % des investissements industriels en

1970, mais sous celle de crédits bancaires. C'est de cette manière-là que le capital étranger est intervenu dans l'économie coréenne, surtout le capital bancaire japonais après la conclusion, en 1965, du traité normalisant les rapports entre les deux pays. Ces crédits allaient essentiellement aux *chaebol*. Le régime sud-coréen a choisi très consciemment cette politique, préférant s'endetter jusqu'au cou plutôt que de permettre la pénétration de l'économie du pays par des investissements impérialistes « sauvages ». La conséquence en a été une augmentation massive de la dette extérieure. La Corée du Sud est parmi les pays les plus endettés du monde. Elle occupait la quatrième place en 1983, avec 40,1 milliards de dollars, derrière le Brésil, le Mexique et l'Argentine, mais avec une dette par tête d'habitant qui dépassait celle du Brésil. Le service de cette dette se monte à 13,5 % des exportations du pays, et l'en-cours de la dette représentait, en 1981, 53 % du PNB.

En ce qui concerne les investissements directs de capitaux étrangers, le poids des Etats-Unis et du Japon est dominant. A eux seuls, ces deux pays ont fourni 78,8 % des investissements étrangers directs en Corée du Sud, entre 1962 et 1980. Alors que les investissements américains sont centrés sur la production pour le marché intérieur coréen, ceux des entreprises japonaises sont orientés vers la réexportation, soit vers la métropole, soit vers l'Europe et les Etats-Unis. Une partie importante des investissements japonais provient des petites et moyennes entreprises. En effet, le Japon, seul pays capitaliste avancé à ne pas avoir importé de la force de travail migrante dans les années 1960 et 1970, a plutôt tendance à exporter les secteurs les moins concurrentiels de son industrie vers sa périphérie, en Corée du Sud et à Taïwan, pour profiter des bas salaires (11).

En ce qui concerne les zones franches industrielles, dont la première a été établie en 1970, elles ont joué un rôle plutôt marginal dans l'économie sud-coréenne. En 1981, elles employaient moins de 3 % de la main-d'œuvre industrielle.

Les investissements directs des capitaux étrangers prennent en général la forme de *joint-ventures*, c'est-à-dire de filiales communes établies par des firmes coréennes et des sociétés impérialistes. Mais la création de ces filiales a été étroitement contrôlée par une série de lois sur le capital étranger, adoptées entre 1966 et 1981. En ce qui concerne les accords conclus entre 1962 et 1978 entre des firmes coréennes et étrangères, le capital étranger ne détenait la majorité que dans 28,5 % des cas, ces accords ne représentant que 42,9 % des investissements totaux. Au début des années 1980, ces investissements comptaient pour un peu plus de 20 % des exportations manufactu-

9. Pierre Rousset, « La Corée du Sud, second Japon ? », in *Croissance des jeunes nations*, numéro 265, Paris, octobre 1984.

10. *Fortune*, 11 août 1980.

11. Jon Halliday, « Capitalism and Socialism in East Asia », *New Left Review*, numéro 124, novembre-décembre 1980.

rières. Ce n'est que dans deux secteurs que les investissements étrangers directs comptaient pour plus de 10 % entre 1962 et 1980 : la chimie (22 %) et l'industrie électrique et électronique (16 %).

Le degré de contrôle que continue d'exercer le gouvernement sud-coréen sur les activités du capital étranger dans le pays constitue une source de tension et de frictions entre l'impérialisme et Séoul. Par exemple, en ce moment, le gouvernement traîne les pieds sur la question de l'ouverture aux firmes étrangères des opérations de la bourse sud-coréenne, promise un moment pour 1987. Actuellement, il n'y a que 2,63 % des actions boursières qui sont possédées par des étrangers, et le gouvernement essaie en ce moment de trouver une formule pour leur ouvrir les opérations boursières tout en limitant le pourcentage d'actions qui puissent être détenues par des non-Coréens. D'ailleurs, l'économie est dominée à un tel point par les *chaebol*, qui sont en général des sociétés privées, que la valeur totale des actions boursières n'est égale qu'à 12 % du PNB (les chiffres correspondants sont de 75 % pour le Japon et de 100 % pour Hong-Kong). (12)

UN PAYS DÉPENDANT

Malgré l'autonomie que possède la Corée du Sud grâce à l'existence d'un capital national et au rôle de l'Etat, malgré le développement industriel du pays depuis 25 ans, elle reste un pays dépendant. Cette dépendance se base sur l'existence d'une économie tournée vers l'exportation, donc vers un marché mondial dont les termes des échanges sont dictés par les puissances impérialistes, et surtout par les Etats-Unis et le Japon, au travers de leur contrôle du marché mondial des matières premières, des sources de financement, du commerce international et des technologies.

Le commerce extérieur de la Corée du Sud représentait 77 % du PNB en 1981. Pour cette même année, les échanges avec les Etats-Unis et le Japon comptaient pour 47,1 % des importations et 43 % des exportations. Le déficit com-

Tableau II
L'ÉVOLUTION DE LA COREE DU SUD EN 20 ANS

	Structure de la population active			Décomposition du P.N.B.			
	Agriculture forêts et pêches	Industrie et mines	Services	Population urbaine	Agriculture forêts pêches mines	Industries manufacturières	Services
1960 ou 1961	63	11	26		47	8	45
1965 ou 1966	59	10	31	34	45	11	44
1970 ou 1971	50	15	35		32	16	50
1975 ou 1976	46	19	35	51	26	27	47
1980	34	23	43	55	17	34	49
1981	34	21	45		20	34	46

Sources : Roland Bénabou, « La Corée du Sud ou l'industrialisation planifiée ». *Economie internationale* No. 10, 1982. *La Documentation française*. Jean-Raphaël Chaponnière, « La République de Corée, un nouveau pays industriel ». *Notes et études documentaires*, mai 1982. *La Documentation française*.

mercial de la Corée du Sud est devenu structurel. Il était de 5 milliards de dollars en 1981 (26,1 milliards de dollars d'importations contre 21,2 milliards de dollars d'exportations).

Il y a aussi la question du retard technologique de la Corée du Sud, ou plus précisément de son manque d'autonomie technologique. Par exemple, en ce qui concerne l'industrie électronique, en 1978, 43 % des produits exportés provenaient d'unités d'assemblage opérant à partir de composants importés par des sociétés étrangères et des *joint ventures*. On peut confirmer le manque d'autonomie technologique du pays en considérant le niveau de la formation scientifique et technique. En 1979, la Corée du Sud avait 418 scientifiques et ingénieurs affectés à la recherche-développement par million d'habitants. Cela est comparable au chiffre de l'Italie (674 en 1976), mais reste très loin en-deça du niveau du Japon (3 608 en 1979) et des Etats-Unis (2 854 en 1980). (13) En ce qui concerne les secteurs industriels de haute technologie, la Corée du Sud est plutôt un partenaire subordonné au capital japonais et américain qu'un concurrent.

La dépendance technologique s'ajoute donc à la dépendance des sources de fi-

nancement. Il faut y ajouter la dépendance pour des sources de matières premières, lesquelles représentaient 62,5 % des importations coréennes en 1981 (contre 23,3 % pour les biens d'équipement, 11,1 % pour les produits alimentaires et seulement 3,10 % pour des biens de consommation non alimentaires (cf. tableau 1 pour les détails des importations et exportations du pays). Les 235,4 millions de dollars d'investissements coréens à l'étranger représentent pour l'essentiel une tentative de contrôler une partie de l'approvisionnement du pays en matières premières.

Il existe aussi une dépendance relative en ce qui concerne les services commerciaux. Les sociétés commerciales japonaises, les *sogo shosha*, contrôlent environ la moitié du commerce extérieur (et un pourcentage comparable de son commerce intérieur), ce qui est significatif, même si l'autre moitié est contrôlée par les maisons commerciales des *chaebol*.

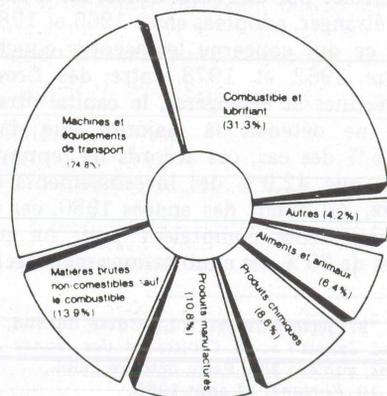
DES BOULEVERSEMENTS SOCIAUX

Les conséquences sociales de l'industrialisation rapide et importante qu'a connu la Corée du Sud depuis 1962 sont évidemment considérables. D'abord, l'urbanisation du pays s'est effectuée à un rythme accéléré. La population urbaine est passée de 28 % en 1960 à 55 % en 1980. La population de Séoul a doublé entre 1964 et 1970, passant de 3 à 6 millions d'habitants. Elle atteint aujourd'hui les 10 millions d'habitants dans un pays qui en compte 40 millions. Le tableau 2 montre les changements intervenus dans la composition du PNB et la structure de la population active.

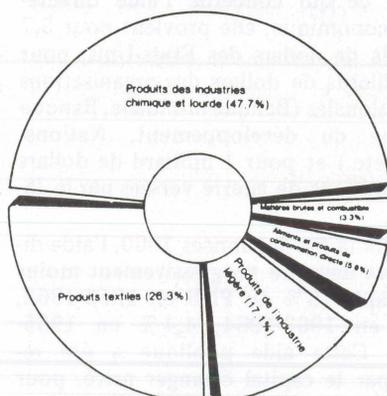
La croissance du prolétariat industriel a été évidemment importante. En 1963, le pays comptait 600 000 travailleurs dans l'industrie, en 1973 ils étaient 1,4 million, et en 1980 plus de 3

Tableau I

Produits d'importation principaux en 1982



Produits d'exportation principaux en 1982



millions. En plus, la moitié de ce dernier chiffre est composée d'ouvriers qualifiés. Mais la situation sociale de cette classe ouvrière est dramatique. Sans protection sociale ni respect des conditions de sécurité dans le travail ni congés payés, travaillant six ou sept jours par semaine jusqu'à dix heures par jour, elle subit une exploitation draconienne. Ce sont d'ailleurs ces conditions de travail et de vie et le niveau très bas des salaires (voir tableau 3) qui expliquent la compétitivité sur le marché mondial de certains produits coréens.

Cette exploitation est rendue possible par une série de mécanismes particuliers. Par exemple, dans certains secteurs comme le textile, la main-d'œuvre est pour l'essentiel composée de jeunes femmes qui s'épuisent physiquement et nerveusement au bout de quelques années, pour être remplacées par d'autres. De toute façon, ce niveau d'exploitation est maintenu non seulement par l'absence de droits politiques et syndicaux et par la militarisation de la société, mais aussi par la pression permanente sur les salaires et les conditions de travail exercé par l'exode rural. En 1966, le revenu moyen dans les campagnes sud-coréennes était 83 % de celui des villes ; en 1970, il était de 59 % (14). Cette migration permanente nourrit l'armée de réserve industrielle. En 1981, 5,2 % de la population active était recensée comme étant à la recherche d'un emploi, ce qui ne prend pas en compte les millions de personnes qui ne travaillent pas à plein temps ou qui travaillent dans les emplois précaires. En 1981, on estima que 30 % de la population active ne travaillait pas 40 heures par semaine. (15) Ce pourcentage est plus élevé dans la capitale, où des centaines de milliers de personnes venues des campagnes habitent des bidonvilles à l'extérieur de la ville.

S'il est évident que le niveau de vie moyen en Corée du Sud a progressé avec le processus d'industrialisation (le revenu par tête d'habitant était de 1 998 dollars en 1984), cette moyenne cache des inégalités considérables (16). En 1976, le Bureau du travail sud-coréen calculait que le revenu minimum pour une famille moyenne était de 142 dollars par mois. En 1977, 84 % des travailleurs non agricoles étaient en-dessous de ce niveau, d'après un rapport préparé pour la conférence des parlementaires japonais et américains sur des problèmes coréens, qui eut lieu cette année-là.

Dans cette situation, le régime a réussi jusqu'ici, au prix d'une répression permanente, à empêcher que les travailleurs

sud-coréens arrivent à organiser un mouvement syndical indépendant (la centrale qui existe, la Fédération des syndicats coréens, FKIU, est une agence du régime) ou à mener de grandes grèves. Par contre, les travailleurs représentent une partie de plus en plus importante des manifestations contre le régime.

La croissance du prolétariat n'est pas la seule conséquence du développement économique des deux dernières décennies. Il ya aussi eu l'apparition de couches moyennes urbaines : en 1980, il y avait en Corée du Sud 100 000 ingénieurs et 130 000 techniciens, en plus des nombreux cadres du commerce, des services et de la fonction publique, secteurs qui comptaient ensemble pour 43,4 % de la population employée en 1980. A noter également l'expansion spectaculaire de la population scolaire, qui est passée de 3 763 000 élèves en 1955 à 9 086 000 en 1975. Aujourd'hui, le pays compte 5 295 000 élèves dans le secteur primaire, 4 866 000 dans le secondaire, et 1 177 000 qui suivent des études supérieures.

LE MOUVEMENT POUR LA DÉMOCRATIE

D'une certaine manière, la réapparition d'un mouvement de masse réclamant la démocratie est à la fois le résultat de la réussite de la politique économique du régime depuis 1961 et des conséquences de cette réussite sur les plans social et politique. La croissance économique a créé une classe ouvrière forte numériquement, ainsi que de nouvelles couches moyennes urbaines et une jeunesse scolarisée de masse. L'absence de toute protection sociale et des droits syndicaux et politiques, les restrictions de la démocratie politique, la domination du pays par les impérialismes américain et japonais, ont alimenté la résistance et la protestation.

Mais le mouvement actuel se situe également dans le cadre d'une longue tradition de révoltes populaires. Depuis la forte résistance à la colonisation japonaise avant et après 1910 jusqu'aux mouvements populaires de la période 1945-1950, cette tradition s'est maintenue. La rupture politique et sociale de 1953 a eu comme conséquence d'en déplacer l'axe social. Entre les mouvements populaires dans la société essentiellement rurale d'avant la guerre de Corée et l'entrée en scène de la classe ouvrière à la fin des années 1970, c'est le mouvement étudiant qui a été porteur des revendications démocratiques et nationales. C'était le cas

au moment des manifestations qui ont conduit au renversement de Rhee en 1960, ainsi que de celles contre le traité nippo-coréen de 1965 et contre la Constitution de 1972.

Ce sont encore les manifestations étudiantes dans la ville de Pusan, en octobre 1979, qui ont déclenché une crise du régime qui s'est soldée par l'assassinat de Park Chung-hee, le 26 octobre, par le chef de la CIA coréenne. Mais cette fois-là, la classe ouvrière et les couches populaires ont pris la relève, notamment dans le soulèvement de Kwangju en mai 1980. Et aujourd'hui, la composition des manifestations pour la démocratie est de plus en plus ouvrière et populaire.

Principale force de l'opposition actuelle, le NKDP est un parti bourgeois qui se base surtout sur les nouvelles couches moyennes. Ce parti semble en train de réussir à faire ce qui n'a jamais été fait auparavant, à savoir d'unifier l'opposition bourgeoise au régime. L'un de ses principaux dirigeants, Kim Dae Jung, a déclaré récemment : « *Nous avons besoin du soutien de la classe moyenne. Ce sont là des gens qui veulent la démocratie, mais qui n'aiment pas le désordre.* » (17) Voilà le problème. A la fois la classe moyenne et la bourgeoisie elle-même ont horreur du désordre. Et quand Kim Dae Jung emploie le mot, il pense sûrement au mouvement étudiant. Ce dernier s'affirme de plus en plus comme pôle radical du mouvement pour la démocratie. Et dans son sein apparaissent des courants influencés par le marxisme, qui commencent à poser les questions de fond, celle d'un gouvernement des ouvriers et des paysans, celle de la domination impérialiste, celle de la réunification du pays. Dans la mesure où ces courants arrivent à étendre leur influence dans les milieux populaires — place occupée jusqu'ici par des courants chrétiens —, les données de la situation politique en Corée du Sud peuvent se modifier.

Pour l'instant on assiste à une crise de la forme de domination bourgeoise en Corée du Sud et pas de cette domination en tant que telle. Mais cela peut changer si la classe ouvrière prend le devant de la scène, avec ses propres revendications, ses propres organisations et ses propres méthodes de lutte, rendant ainsi une éventuelle « transition démocratique » beaucoup plus dangereuse pour la bourgeoisie. Les mobilisations qui se profilent pour les mois à venir vont permettre de mieux comprendre l'évolution de l'opposition au régime de Chun Doo Hwan. ■

David CAMERON,
12 octobre 1986.

Tableau III

Coûts salariaux horaires dans le monde en 1979 (en dollars courants)

Etats-Unis :	9,09 \$	Mexique :	2,31 \$
RFA :	11,33 \$	Brésil :	1,80 \$
France :	8,17 \$	Hong Kong :	1,25 \$
Italie :	7,38 \$	Corée du sud :	1,14 \$ (0,37 en 1975)
Espagne :	5,82 \$	Taiwan :	1,01 \$
Japon :	5,58 \$		

(Source : J.R. Chaponnière : *La République de Corée, un nouveau pays industriel*, Notes et Etudes Documentaires, *La Documentation française* n°s 4667 - 4668, 19 mai 1982) (11)

14. Chiffres cités par Suzanne Haig, « Korea : Two Contrasting Social Systems », *Intercontinental Press*, vol. 20, numéro 9 du 15 mars 1982.

15. Article de Gavan McCormack publié dans le *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, décembre 1981.

16. Le chiffre pour le revenu par tête d'habitant provient d'*Asia Yearbook 1986*, publié par *Far Eastern Economic Review*.

17. Cité dans *International Herald Tribune*, du 7 avril 1986.

La "guerre sale" d'Alan Garcia

Interview d'Hugo Blanco

LES 18 et 19 juin derniers, pendant que se déroulait à Lima le congrès de l'Internationale socialiste, les forces armées réprimaient dans un bain de sang la révolte des prisonniers appartenant pour la plupart au groupe Sentier Lumineux (1).

Ce massacre — plusieurs centaines de victimes — révélait au grand jour ce qu'Alan Garcia, élu un an auparavant (2), avait essayé de faire oublier : le vrai visage de la lutte anti-terroriste, de la « guerre sale », c'est-à-dire la répression massive qui s'est développée au Pérou depuis la proclamation de l'état d'urgence le 12 octobre 1981 dans certains départements

touchés par la guérilla senderiste.

Nous publions ci-dessous un entretien avec Hugo Blanco, secrétaire de la Commission des droits de l'Homme de la Confédération paysanne du Pérou (CCP).

Cette interview a été recueillie à Puno, lors du congrès de la Fédération départementale de Puno (FDCP) partie prenante de la CCP, congrès auquel participait Hugo Blanco.

Nous publierons dans le prochain numéro d'*Inprecor* un dossier faisant le point sur les luttes et les revendications paysannes au Pérou. ■

« INPRECOR » : — Quelle est la situation générale des droits de l'Homme au Pérou ?

Hugo BLANCO : — Le Pérou est un pays contrasté puisqu'il est formellement une démocratie mais qu'il connaît une situation comparable sinon pire que celle de l'Argentine ou de l'Uruguay pendant la dictature quant au respect des droits de l'Homme dans certaines régions du pays où l'état d'urgence est en vigueur, Ayacucho, Huancuavelica, Pasco etc. La même dégradation a été constatée dernièrement dans deux provinces du département de Puno qui n'ont pas été déclarées en état d'urgence.

Dans ces régions, les militaires ou la police, ou les corps spéciaux de répression, les « sinchis », sèment la terreur. S'ils arrivent dans une communauté où est passé Sendero ou tout simplement s'ils supposent que Sendero est passé ou si quelqu'un leur a dit qu'ils y a des senderistes par là, ils rasant tout le village. Dans le pire des cas, c'est le massacre général. Ils séparent les hommes des femmes et des enfants. Ils torturent les hommes, violent les femmes puis exécutent tout le monde, les enfants sont brûlés vifs, ensuite ils jettent les cadavres dans des fosses communes ou tout simplement les laissent sur le terrain. Ce sont là les cas extrêmes de répression. D'autres sont plus courants. Ils entrent dans une communauté, emmènent des prisonniers qui ensuite « disparaissent ». Quand on demande des nouvelles d'eux, on n'en trouve plus aucune trace. Et bien sûr, ils violent les femmes, saccagent les maisons, ils volent les appareils électriques s'il y en a, l'argent qu'ils peuvent trouver. Ils emmènent avec eux les poulets, tous les petits animaux que les paysans élèvent pour se nourrir et ceux qu'ils ne peuvent emmener avec eux, ils les tuent. Pareil pour les grains. Ils prennent tout ce qu'ils peuvent porter, ils mélangent ce qu'ils laissent avec des excré-

ments. Ils rendent les jarres inutilisables en les perçant. Ils brisent les portes, les meubles. Tout ce qu'ils ne peuvent prendre et qui a une certaine valeur, ils le détruisent, le brûlent.

Quand ils sont passés dans une communauté, les habitants de ce village doivent partir parce qu'ils ne peuvent savoir si les sinchis ne vont pas revenir pour les tuer ; les sinchis, ou l'armée ou la Marine, car, dans ces zones, sévissent ces trois corps répressifs.

Voilà les cas les plus flagrants de violation des droits de l'Homme, mais il faut mentionner aussi la « disparition » de nombreuses personnes à Lima même, dans la capitale. Quand on parcourt les rues de Lima, on voit des auto-mitrailleuses, ou des camions militaires d'où les soldats braquent leurs fusils sur les gens, sur le peuple. Ils opèrent des descentes dans les quartiers populaires les plus pauvres où ils fouillent, maison par maison avec les mêmes méthodes qu'à Ayacucho. Quand ils trouvent une montre, de l'argent, un objet d'une certaine valeur, ils le prennent. Et s'ils trouvent un livre de gauche, qu'on peut d'ailleurs acheter dans n'importe quelle librairie, de Marx, Mariategui, Lenine ou Mao, ils emmènent les gens en les accusant d'être senderistes. Pareil s'ils trouvent une photo de Fidel Castro, sous n'importe quel prétexte en fait.

Voilà la situation à Lima. Sans oublier que, dans la capitale, il y a le couvre-feu de 1 heure à cinq heures du matin, durant lequel il est interdit de circuler. Une de leurs pratiques les plus courantes consiste à emprisonner les gens et leur demander ensuite de l'argent s'ils ne veulent pas être accusés d'être senderistes. Ceux qui ont de l'argent peuvent se sauver comme ça, ils sont remis en liberté.

En plus des corps officiels de répression sévissent aussi des groupes paramilitaires, qui ont fait sauter à Puno le local de la Fédération départementale des paysans, qui ont mis une bombe devant la

maison du député Quintanilla du Parti unifié mariatéguste (PUM) et une autre bombe devant le local d'un centre d'appui aux paysans. Ce type d'actes terroristes appartient aux bandes paramilitaires apristes.

— Quel est le rôle du gouvernement d'Alan Garcia, la situation a-t-elle changé depuis qu'il a été élu président ?

— Au début, il a donné l'impression que les choses allaient changer. Quand par exemple on a découvert une fosse commune à Ayacucho, il a destitué le chef du Commandement conjoint (des forces répressives, ndr.), le chef de la zone militaire d'Ayacucho, déclarant qu'il ne tolérerait pas de violations des droits de l'Homme. Mais, ensuite, on a pu constater que les massacres, les disparitions continuaient comme avant. Il a maintenu le commandement conjoint, aucun militaire n'a été sanctionné.

Le massacre des prisons a été ordonné par Alan Garcia qui savait fort bien comment allait agir les forces armées, tout simplement parce que les mêmes faits s'étaient déjà produits en septembre 1985 avec la révolte de la prison de Lurigancho. Malgré cette expérience il a donné l'ordre — de façon anticonstitutionnelle — aux forces armées de se charger de réprimer les prisons. Quelle valeur peut-on accorder aux déclarations parues dans la presse européenne dans des encarts payés ? Aucune, des mots rien que des mots. Ici aussi nous avons entendu ce genre de discours « ou bien ils partent, ou bien je démissionne ; les coupables, ceux qui ont commis des abus, doivent s'en aller »

1. Sur Sentier Lumineux, voir *Inprecor* numéro 144 du 28 février 1983.

2. Alan Garcia, candidat de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), fut élu président de la République le 14 avril 1985. Voir *Inprecor* numéro 196 du 13 mai 1985.

etc. Et enfin de compte quoi ? Des rodomontades ! Personne n'est parti. Alan Garcia et les militaires sont restés.

Les crimes commis dans les prisons demeurent impunis, aucun responsable n'a été incarcéré et les violations des droits de l'Homme se poursuivent toujours vis-à-vis des prisonniers politiques. Ces derniers sont soumis à des conditions inhumaines dans les prisons. Au départ, les visites n'étaient même pas permises. Maintenant, elles le sont, mais uniquement à des parents directs. Les visiteurs sont fichés et à n'importe quel moment ils peuvent être mis eux mêmes en prison comme senderistes. Beaucoup de parents de prisonniers politiques ont connu ce sort.

— Quelle est la réponse de la CCP sur cette question ?

— La CCP est l'organisation la plus concernée par les victimes de ces exactions car la plupart d'entre elles viennent des campagnes et donc, comme organisation paysanne, nous sommes particulièrement engagés sur cette question. L'organisation a un secrétariat chargé de la défense des droits de l'Homme très actif, les commissions des autres organisations sur ce thème sont très faibles ou n'existent pas.

Notre travail consiste à payer des avocats afin de défendre les prisonniers politiques, paysans ou pas. La CCP héberge dans ses locaux les prisonniers qui sortent de prison ou les parents de prisonniers. Les prisonniers qui sont libérés n'ont pas de papiers, parce qu'on leur a pris en prison, et il faut donc faire toutes les démarches pour obtenir de nouveaux papiers, sinon ils ne peuvent aller nulle part. De plus beaucoup d'entre eux viennent des zones soumises à l'état d'urgence et, s'ils retournent chez eux, ils sont tués. Très souvent ils demeurent à Lima. Dans la capitale, il y a de nombreux réfugiés des zones en état d'urgence. La CCP aide également les réfugiés de Lima essayant de leur trouver un travail. Elle essaye de créer un marché agricole, un secteur des vendeurs ambulants. Elle essaye aussi de faire en sorte que les victimes aillent voir les différentes organisations de défense de droits de l'Homme.

D'autre part, la CCP a des liens avec Amnesty International, dès qu'elle a des éléments nouveaux, des dénonciations, elle les fait parvenir à cette organisation. Elle procure de l'aide médicale aux victimes. A travers le bulletin qu'elle publie sur les droits de l'Homme, elle dénonce les exactions commises. Mais ce n'est pas là le seul rôle de cette commission. Le secrétariat chargé des droits de l'Homme de la CCP a essayé de mettre sur pied une coordination de tous les organismes qui ont une activité sur ce thème dans le pays, ce qui se fait plus ou moins.

Notre but, c'est de faire prendre conscience au peuple péruvien dans son ensemble de toutes les atrocités qui se commettent dans les zones de répression, parce que ces faits se déroulent aujour-



Hugo Blanco. (DR)

d'hui dans le pays et pas hors du Pérou. Nous voulons montrer aux gens que c'est là une menace contre tous mais aussi qu'ils peuvent lutter contre cette situation. Nous essayons de faire des forums sur ce sujet, nous essayons d'envoyer des témoins dans toutes les zones concernées, qui appartiennent aux syndicats, à des organisations de quartier, nous envoyons des vidéo-cassettes pour faire prendre conscience de la répression qui touche gravement une partie du peuple péruvien et qui menace l'ensemble du peuple péruvien. C'est un des messages que nous voulons faire passer.

L'autre message c'est dire que le peuple péruvien peut stopper cette répression en se mobilisant par des marches, des meetings, des grèves. Par exemple, dans la vallée de la Convencion (3), une province du département de Cuzco, il y a eu une grève pour les droits de l'Homme. Ensuite, il y a eu la grève de Puno, non plus seulement provinciale mais à l'échelle du département tout entier, et enfin la grève de Huanta, voilà peu de temps, également en défense des droits de l'Homme.

Nous pensons que quand cette conscience s'étendra à tout le peuple péruvien, nous pourrons alors défendre les droits de l'Homme.

— Les forces armées justifient leur intervention par la présence de Sentier lumineux. Quelle est la position de la fédération sur cette question ?

— Avec Sentier lumineux (SL), nous avons une grande divergence stratégique, en plus des multiples divergences tactiques. Premièrement, ceci est valable pour SL ou pour tout groupe armé, nous ne pensons pas qu'il y ait à l'heure actuelle au Pérou la maturité nécessaire dans le mouvement de masse pour se lancer dans la lutte armée. Au Pérou, tout le monde est organisé. Les ouvriers, les paysans, les employés, les vendeurs ambulants, les régions, les départements... Par exemple, les 5 et 6 septembre, va se tenir la seconde rencontre préparatoire à l'Assemblée populaire qui doit se tenir en janvier, d'où devra sortir ce qui va devenir la nouvelle direction du mouvement populaire, où va se retrouver l'ensemble de ce que l'on pourrait appeler le mouvement social du pays. Alors nous devons suivre le rythme de ce mouvement.

Au congrès de la fédération paysanne de Puno, vont être décidées des occupations de terres, nous devons donc nous préparer à l'autodéfense au niveau départemental. Mais c'est tout différent de ce que fait SL. Que font-ils ? Ils vont dans un village, ils attaquent le poste de police puis se retirent. Qu'ont-ils fait à Puno, par exemple ? Ils ont réparti du bétail aux communautés, des vivres et mêmes des terres. Mais ensuite, ils s'en vont, c'est un groupe armé qui ne reste pas. Et que se passe-t-il ? Les forces armées arrivent et rasant la communauté, elles emprisonnent les chefs du village, massacrent les gens, c'est pour cela que nous pensons que ce sont là des méthodes qui désorganisent le mouvement de masse. C'est ainsi que fut désorganisé le mouvement paysan à Ayacucho. Dans certains endroits, des régions très combattives ont été ainsi totalement désorganisées par ce type d'actions. C'est là notre différence fondamentale avec Sentier lumineux. En plus, nous sommes contre leur autoritarisme et la façon dont ils exécutent ceux qu'ils considèrent comme les exploités du peuple.

— Mais les forces armées justifient leur intervention par Sentier lumineux, il s'agit d'un prétexte ? Et quand le mouvement de masse va devoir affronter la violence de l'Etat, quelles vont être les propositions des organisations paysannes face à cette violence de l'armée ?

— Nous avons décidé, par exemple, dans la commission d'autodéfense formée au congrès paysan de Puno, le renforcement des gardes paysannes. Ces gardes existent et agissent d'ores et déjà. Le congrès lui-même était protégé par des gardes paysannes, qui font des rondes de nuit pour surveiller les locaux, contre tout attentat des forces répressives, de SL ou des terroristes de l'APRA. Toutefois, ces gardes paysannes demeurent faibles, elles doivent être renforcées dans chaque communauté. Au niveau de la Fédération, nous avons décidé la mise sur pied d'une école d'autodéfense paysanne parce que nous savons qu'il va y avoir répression. Même si Sentier lumineux n'existait pas, il y aurait répression, comme ce fut le cas à la Convencion et, là-bas, nous avions commencé de façon très embryonnaire certes, l'autodéfense paysanne. Et donc, ici aussi, à Puno, cela va se mettre en place, mais je pense de façon plus large, plus systématique, plus organisée et plus généralisée qu'à la Convencion. ■

Propos recueillis par Frank SLEGGERS, Puno, le 29 août 1986.

3. La vallée de la Convencion, dans le département andin de Cuzco, fut le théâtre de mobilisations massives pour la terre dès les années 1961-1963. Les paysans, pour riposter aux attaques de l'armée, organisèrent alors des débuts de milices paysannes. Hugo Blanco, qui était un des principaux dirigeants de ce mouvement fut condamné et incarcéré à cette occasion.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

NICARAGUA

Rencontre des ouvrières agricoles

Plus de 600 syndicalistes, représentant 19 000 femmes organisées par l'Association des travailleurs agricoles (ATC), employées dans les propriétés d'Etat ou privées, ont participé à la seconde Assemblée nationale des ouvrières agricoles qui s'est tenue les 6 et 7 septembre à Managua.

Cette rencontre devait faire le point sur les progrès enregistrés mais aussi des problèmes qui demeurent depuis la première rencontre qui s'était tenue en 1983, avec alors une centaine de femmes seulement. Une délégation de 200 ouvrières de l'industrie assistait à l'événement.

Avant le triomphe de la révolution en juillet 1979, l'immense majorité des femmes dans les campagnes ne trouvaient du travail que comme saisonnières au moment des récoltes. Cette situation a beaucoup évolué : en 1985 les femmes représentaient 35 % de la main-d'œuvre permanente et ce chiffre atteindra sans doute 50 % en 1986. Beaucoup de femmes font des travaux traditionnellement dévolus aux hommes. Mais comme le souligne le document final adopté par l'Assemblée, les femmes doivent encore lutter pour être plus intégrées aux tâches administratives et aux travaux qualifiés : « *Nous ne pouvons nous satisfaire qu'il y ait seulement trente femmes qui conduisent des tracteurs* » est-il remarqué.

Depuis plusieurs années, l'ATC et le gouvernement ont mis l'accent sur la nécessité impérieuse d'accroître la production et la productivité, notamment en élevant la durée de la journée de travail, qui est tombée à deux heures et demie par jour après la révolution.

Dans ce sens, de nouvelles normes de productions et de salaire, basées sur une journée de six heures de travail, ont été introduites en juin 1986. Mais par la double journée de travail qu'elles effectuent, les femmes parviennent plus difficilement à atteindre voire dépasser ces normes et, donc, à toucher un meilleur salaire. La garde des enfants est certainement le problème le plus aigu qu'elles aient à affronter. Dans certaines propriétés d'Etat, les femmes, en commun avec le syndicat et l'administration, ont mis sur pied des centres d'accueil pour les enfants. Depuis 1983, une trentaine de centres ont ainsi été créés, qui s'occupent de 6 500 enfants environ, déchargeant ainsi près de 2 000 travailleuses

agricoles. Par contre, les entreprises privées se distinguent par l'absence totale de toute infrastructure en ce domaine.

En 1984, les femmes représentaient 40 % des effectifs de l'ATC. Mais encore aujourd'hui seulement une vingtaine de femmes sont secrétaires de la section locale du syndicat.

« Nos revendications ne concernent pas uniquement les femmes. Ce sont les problèmes du mouvement syndical dans son ensemble. Malgré les progrès et les efforts de notre syndicat, nous rencontrons toujours une résistance à prendre en charge ces tâches (la responsabilisation des femmes, ndr.) comme faisant intégralement partie de la lutte de la classe ouvrière. Nous devons résolument combattre ces positions arriérées. Nous sommes convaincues que nos intérêts sont ceux du syndicat tout entier », conclut le document final.

Dans la session de clôture de la réunion, le commandant de la révolution, Victor Tirado, membre de la direction nationale du FSLN déclarait : « *Cette assemblée, où tant de femmes sont présentes, démontre que la révolution s'est consolidée. Vous avez constaté les erreurs, les progrès, les défauts, les difficultés. Vous avez aussi constaté que les progrès étaient plus importants dans les propriétés de l'Etat que dans les propriétés privées. Qu'est-ce que cela veut dire, quand vous constatez ce fait, vous qui représentez un secteur de la production ? Cela signifie que vous êtes en train de construire une nouvelle société. Vous êtes en train de faire une révolution, vous aidez à transformer la société. Vous construisez le socialisme, un socialisme nicaraguayen* ».

SUEDE

Congrès de la section suédoise

Du 20 au 22 septembre derniers, le Parti socialiste, section suédoise de la IVe Internationale, a tenu son 10e congrès à Stockholm. 64 délégués élus y participaient.

Un congrès très ouvert puisqu'une trentaine d'organisations avaient été conviées, de même que la presse, à assister à une partie des travaux. Un représentant du FDR-FMLN salvadorien prit la parole pour saluer la participation active de nos camarades suédois aux actions de solidarité avec l'Amérique centrale. De nombreux messages émanant entre autres de l'African National Congress (ANC), du Comité Justice en Afrique et du Sinn Féin irlandais, ainsi que de plusieurs sec-

tions de la IVe Internationale furent adressés au congrès. De chauds applaudissements répondirent à l'adresse de deux vétérans du parti, membres de la section suédoise de la IVe Internationale dans les années 1950.

Parmi les thèmes à l'ordre du jour, on notait la question de la crise et plus précisément la manière de riposter concrètement à la politique d'austérité du gouvernement et aux mesures de licenciements qui frappent tout particulièrement les travailleurs des mines, de la sidérurgie et des chantiers navals.

Un point particulier fut consacré à la question de la lutte contre l'exploitation et l'oppression spécifique des femmes, réamorçant un débat dont tout le monde s'accordait à dire qu'il avait été par trop négligé ces dernières années. La détermination des camarades à poursuivre la discussion se traduisit par une série de mesures concrètes en termes de tâches et par la décision de tenir une conférence sur ce thème l'an prochain.

Sur ces deux premiers points, des résolutions furent adoptées à la majorité des deux-tiers.

Deux motions furent présentées à propos de points spécifiques. La première sur la lutte contre le racisme et la manière de construire un large mouvement populaire permettant d'élargir la campagne de « Stop racisme ». La seconde, sur l'Afrique du Sud et l'importance de soutenir la campagne de boycott et d'exiger du gouvernement qu'il applique de strictes mesures d'embargo à l'égard de ce pays.

Au-delà des divergences qui s'expriment dans le débat sur telle ou telle question — en général de caractère plutôt tactique — il faut souligner qu'un large accord se dégagait parmi les délégués quant aux perspectives politiques d'ensemble et concernant la construction du parti.

MEXIQUE

Forum pour le respect du suffrage

Les 6 et 7 septembre, s'est tenue dans la ville de Mexico, une réunion sans précédent dans l'histoire récente de ce pays : 26 organisations politiques et sociales de différentes tendances idéologiques et politiques ont débattu l'organisation d'un grand mouvement pour le respect du suffrage universel au Mexique.

La fraude électorale — bourrage des urnes, inversions des résultats etc. — est une pratique courante du gouvernemental Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). C'est une de ses caractéristiques avec la

corruption et c'est ainsi qu'il se maintient au pouvoir depuis maintenant près de soixante ans.

Par exemple, lors des élections législatives de juillet 1985, nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, devaient obtenir selon leurs calculs, une douzaine de députés environ, le PRI consentit à leur en accorder six. Avec le développement et le renforcement de l'opposition au PRI, cette fraude est devenue plus éclatante encore et la population mexicaine l'accepte de moins en moins. Ainsi, les élections de 1986, qui devaient pourvoir aux postes de gouverneurs dans plusieurs Etats et où le PRI s'est adjugé toutes les places au mépris flagrant du résultat véritable du scrutin, ont donné lieu à des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes pour protester contre l'impudence du PRI dans les Etats de Chihuahua, Oaxaca et Durango.

C'est à la suite de ces événements que tous les partis d'opposition ont décidé d'appeler à cette réunion des 6 et 7 septembre, afin de mettre sur pied un Forum national pour le suffrage effectif. Les quatre partis à l'initiative sont le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM, parti communiste), le Parti mexicain des travailleurs (PMT, populiste de gauche), le Parti d'action nationale (PAN, droite) et nos camarades du PRT.

Au cours de cette importante réunion, notre camarade Edgard Sanchez déclarait au nom du PRT :

« La crise économique que vit le Mexique a rendu plus flagrante la structure despotique et anti-démocratique du pays. De 1982 à 1986, le peuple mexicain a exprimé son mécontentement et son opposition au régime de nombreuses façons, dont les élections. (...) Jamais comme aujourd'hui la véritable opposition indépendante n'a eu autant de force et d'enracinement dans le peuple, mais jamais comme aujourd'hui n'ont été aussi flagrants les limites et les obstacles qui l'empêchent de concrétiser ses succès. La lutte contre le gouvernement et contre le PRI se heurte à une fraude électorale intolérable, à travers laquelle le régime maquille les votes qu'il veut, fait élire l'opposition qui l'intéresse et marginalise à travers les procédés les plus cyniques la véritable opposition ».

Faisant allusion à la démarche du PAN qui avait sollicité l'appui de parlementaires nord-américains, il mettait en garde :

« Ce serait une incongruité de prétendre défendre les droits démocratiques ici et de solliciter simultanément l'intervention politique ou autre de forces politiques étrangères, même au nom de la défense des droits démocratiques. Notre force morale, sociale et politique réside dans le peuple mexicain. Si nous obtenons le soutien de la majorité du peuple, qui est fatigué de la domination du PRI, nous aurons gagné. C'est ici qu'est notre force et non dans un appui extérieur. Bien sûr que la violation des droits

démocratiques doit être dénoncée partout mais une chose est cette dénonciation, tout autre chose est solliciter l'appui de pouvoirs qui se sont caractérisés de façon évidente par leur soutien aux plus sangalantes dictatures ».

Et il concluait : *« Construire ce large mouvement est la tâche de l'heure pour tous les défenseurs conséquents de la démocratie dans notre pays. Nous sommes, quant à nous, prêts à y consacrer tous nos efforts ».* ■

IVe Internationale Réunion latino-américaine

A la mi-septembre s'est tenue la réunion des membres latino-américains du Comité exécutif international (CEI). L'un des objectifs de cette réunion était d'approfondir le processus de discussion politique sur un certain nombre de questions qui touchent aujourd'hui l'Amérique latine et la Caraïbe.

Différents thèmes ont été abordés. Tout d'abord, la réunion a discuté de l'évolution de la situation politique en République dominicaine après la victoire électorale de Joaquín Balaguer et notamment, les conséquences politiques de ces élections et leur effet dans les organisations de gauche, c'est-à-dire les divisions que connaît actuellement le Front de la gauche dominicaine (FID), la rupture qui s'est produite au sein du Parti des travailleurs dominicains (PTD) et les débats qui traversent le Bloc socialiste (BS).

Les discussions sur la dette extérieure de l'Amérique latine — thème qui avait été abordé l'an dernier (cf. *Inprecor* numéro 204 du 7 octobre 1985) — se sont poursuivies avec l'analyse des différentes mesures économiques et des plans d'austérité mis en place dans plusieurs pays, notamment le plan Cruzado au Brésil et l'éventualité d'un plan Aztèque au Mexique.

C'est dans ce cadre qu'a été débattu le double processus que connaît la majeure partie des pays latino-américains qui combine la modernisation de certains secteurs industriels et une dynamique impressionnante de paupérisation de larges secteurs de la population.

Furent ensuite analysés les différents stades de développement des sections de la IVe Internationale sur le continent, que ce soit en Uruguay, au Brésil, au Mexique ou en Colombie.

Enfin, nous avons commencé un premier échange de vues sur Cuba, non seulement examinant ce qui se passe à l'intérieur de cet Etat ouvrier mais aussi en tenant compte des différents aspects de la politique extérieure que mène le Parti communiste cubain. Cette discussion sur une question d'une importance fondamentale pour le développement des organisations révolutionnaires dans le continent se poursuivra. ■

(suite de la page 24)

ra-t-il.

Pendant, l'état d'urgence n'a pas paralysé le syndicat, déclare une résolution adoptée au début du congrès.

Cette résolution affirme que le MAWU continuera à défendre et à se battre pour les intérêts de ses membres et de tous les travailleurs, et ne se laissera pas intimider par le harcèlement des syndicats ou des syndicalistes.

La résolution ajoute que le syndicat est décidé à obtenir un salaire décent dans l'industrie métallurgique et à poursuivre sa lutte pour la justice économique.

En conclusion, elle réclame la libération immédiate de « nos dirigeants, membres et responsables et que soit mis fin au harcèlement du MAWU et des autres syndicats ».

Plus loin, les délégués exigent la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques.

Conformément à la politique du COSATU qui consiste à établir un seul syndicat par branche d'industrie, le MAWU s'est engagé à fusionner le plus tôt possible avec d'autres grands syndicats démocratiques et contrôlés par les travailleurs dans l'industrie métallurgique.

La résolution ajoute que les membres des petits syndicats et des syndicats généraux de l'industrie métallurgique (adhérents au COSATU, ndlr.) doivent ensuite être transférés au syndicat fusionné.

Dans une intervention centrale, Marcel Golding, président du Syndicat national des mineurs (NUM) déclara que le congrès se réunissait « à un des moments les plus cruciaux de notre histoire ».

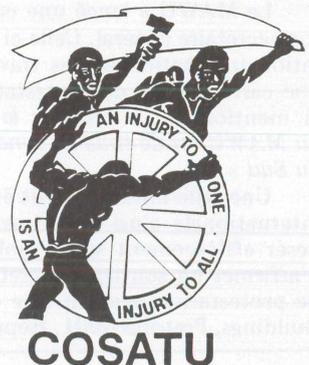
« Le gouvernement de l'apartheid mène une bataille acharnée contre les syndicats et contre tout le mouvement démocratique.

« Il a arrêté des dirigeants syndicaux, mais il n'a pas compris que pour chaque dirigeant syndical emprisonné, il y en aura un autre qui le remplacera.

« Les structures démocratiques sont la garantie que nous ne serons pas écrasés », déclara-t-il.

Manifestement, le congrès du MAWU, qui a contribué à poursuivre le développement des structures démocratiques du syndicat, a représenté un important événement dans la tentative du syndicat pour résister aux coups de boutoir de l'Etat de l'apartheid. ■

Metal Worker, volume 1, numéro 4, juillet 1986.



Un important congrès syndical

LE Syndicat des travailleurs de la métallurgie et assimilés (MAWU), membre du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a été l'un des syndicats les plus actifs dans la dernière période malgré la proclamation de l'état d'urgence le 12 juin par le gouvernement de Pieter Botha. Le MAWU a d'ailleurs payé un lourd tribut à la répression puisque son secrétaire général, Moses Mayekiso, et plusieurs dizaines de ses responsables et membres ont été arrêtés et emprisonnés (cf. encart).

Ce syndicat compte actuellement 50 000 membres et a connu un important développement lors de la campagne qu'il a menée ces derniers mois pour l'obtention d'un salaire décent dans la métallurgie. Au total, ce sont environ 14 000 nouveaux adhérents que le MAWU a ainsi recrutés. Cette évolution est un témoignage parmi d'autres de la vitalité du mouvement

syndical indépendant des travailleurs noirs d'Afrique du Sud.

Le MAWU est aussi le seul syndicat à avoir tenu son congrès sous l'état d'urgence. Ce dernier a réuni 300 délégués d'usines du 3 au 5 juillet dernier à Johannesburg. Ce fut l'occasion pour ce syndicat de réaffirmer certaines de ses positions traditionnelles concernant la nécessité de l'organisation démocratique du mouvement syndical, le rôle de la classe ouvrière dans le processus en cours et sa volonté de forger un puissant syndicat unitaire et démocratique dans sa branche.

Nous reproduisons ci-après un article qui commente les résolutions adoptées à ce congrès et qui est paru dans l'organe du MAWU, *South African Metal Worker*, numéro 4 du mois de juillet 1986, sous le titre « La lutte pour le socialisme doit être dirigée par la classe ouvrière ».

DOCUMENT

Le Syndicat des travailleurs de la métallurgie et assimilés s'est engagé à construire le socialisme en Afrique du Sud au travers d'une lutte dont le fer de lance sera la classe ouvrière.

De nombreux syndicats et fédérations ont exprimé des doutes sur les bienfaits qu'apporte l'actuel système

capitaliste aux travailleurs de ce pays. Mais le MAWU est le premier à se prononcer sans ambiguïté en faveur du socialisme.

Cet engagement a été pris au premier congrès du syndicat qui s'est tenu à Johannesburg du 3 au 5 juillet et auquel ont participé plus de 300 délégués d'usines.

Tout en déclarant clairement que la classe ouvrière organisée doit diriger la

lutte de libération, le MAWU précise qu'elle ne pourra le faire que si elle possède « des objectifs et un programme clairs ».

Pour cette raison, le syndicat a annoncé qu'il allait faire du débat des objectifs et du programme de la classe un sujet prioritaire à tous les niveaux du syndicat ainsi que dans le cadre du COSATU.

Ceci est essentiel si les travailleurs entendent construire « des alliances correctes » et « un socialisme et une démocratie véritables ».

« Les travailleurs organisés doivent aussi consulter leurs alliés, surtout la jeunesse organisée, afin de bâtir un programme qui puisse rassembler le plus grand nombre possible de groupes dans la société ».

Le Congrès a souffert du fait que beaucoup des principaux dirigeants ouvriers du MAWU n'ont pu être présents parce qu'ils étaient soit détenus soit dans la clandestinité.

Malgré cela, toutes les usines où le syndicat est organisé ont été représentées, ce qui facilita un débat de fond sur les questions clefs auxquelles est confronté le MAWU, débat particulièrement pressant sous l'actuel état d'urgence.

Bernie Fannoroff, organisateur national du syndicat a déclaré qu'il suffisait que les gens regardent le congrès pour voir que le mouvement ouvrier progressait.

« Le congrès nous a donné ce dont nous avons besoin — un débat libre et ouvert, mais nous ne pouvons pas mener cette discussion tant que nous sommes chaque jour menacés par l'Etat ».

« Son offensive est destinée à empêcher le MAWU de construire une organisation contrôlée par les travailleurs » déclara-

Liberté pour Moses Mayekiso

Moses Mayekiso, âgé de 38 ans, est le secrétaire général du MAWU et le responsable du Comité d'action d'Alexandra (AAC), un township situé près de Johannesburg. Il a été arrêté au titre de l'article 29 du code de sécurité intérieur au retour d'un voyage à l'étranger, il y a maintenant plus de trois mois suite à l'instauration de l'état d'urgence. A ce jour, il est toujours emprisonné.

Né de parents pauvres à Cala dans le Transkei, Mayekiso travailla une année comme mineur à Welkom, puis en 1974 se rendit à Johannesburg où il travailla comme ouvrier du bâtiment. Deux années plus tard, il sera employé dans une usine où il rejoindra le MAWU. Après avoir été rapidement élu délégué d'atelier (shop steward), il deviendra ensuite le trésorier national du syndicat avant d'être licencié à la suite des grèves de 1979. Mayekiso sera alors permanent du syndicat d'abord dans la région de l'East Rand et ensuite dans le Transvaal. Mayekiso fut l'un des organisateurs de la grève régionale du Transvaal en novembre 1984 et jouera un rôle important dans la fondation du COSATU en décembre 1985.

Pour donner une idée de la popularité de ce leader ouvrier, il suffit de rappeler que, à la suite d'une précédente arrestation en mars 1986, avait eu lieu une grève de solidarité dans l'industrie métallurgique à laquelle participèrent 58 % des membres du MAWU dans le Transvaal.

Le MAWU a lancé une campagne de solidarité pour obtenir la libération de son secrétaire général. Celle-ci a été relayée par des prises de positions de la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie qui a notamment publié une carte postale de protestation à adresser au gouvernement sud-africain, avec la mention : « Je réclame la libération de Moses Mayekiso, secrétaire général du MAWU, et de tous les syndicalistes et autres prisonniers politiques en Afrique du Sud ».

Une telle initiative peut être répercutée dans les organes de la presse ouvrière internationale ainsi qu'à travers divers canaux syndicaux. C'est là le moyen de peser efficacement sur la politique répressive du gouvernement sud-africain et d'affirmer un soutien concret à ses victimes. Les messages de solidarité et cartes de protestation peuvent être envoyées à l'adresse suivante : P. W. Botha, Union Buildings, Pretoria 0001, République d'Afrique du Sud.